

Département des Pyrénées Orientales
VILLE DE SAINT-LAURENT DE LA SALANQUE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille vingt-quatre et le quatorze mars à dix-huit heures, le Conseil Municipal de la commune de Saint-Laurent de la Salanque s'est réuni en séance ordinaire à la mairie, lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Alain GOT, Maire.

Date convocation : 8 mars 2024

- Ouverture de la séance par Monsieur le Maire.
- Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire propose de désigner Madame Célia LEROI comme secrétaire de séance.

Présents : Alain GOT ; Laurence de BESOMBES SINGLA ; Michel FONVIEILLE ; Marlène GUBERT-OETJEN ; Jean-Louis ALIET ; André RIBAS ; Marie-Claude ALBA ; Thomas BALALUD de SAINT-JEAN ; Sonia BOUTOUBA-DJERIOU ; Christian LLENSE ; Magaly MACHET ; Barbara BARRERA ; Christophe DEVISE ; Olga LAFITTE ; Carmen FAY ; José VIEGAS ; Olivia OLIVE ; Célia LEROI ; Matthieu DURAND ; Marie-José AMIGOU ; René BAUS ; Guy CALVIGNAC ; Frédérique PARENT ; François MORENO.

Représentés : Pascale PELOUS qui donne procuration à Magaly MACHET ; Sandra PARRAGA qui donne procuration à Barbara BARRERA ; Laurent MALET qui donne procuration à Carmen FAY ; Franck CAVAGNA qui donne procuration à Laurence de BESOMBES SINGLA ; Julien DESTAVILLE qui donne procuration à Thomas BALALUD de SAINT-JEAN ; Martine GALDEANO qui donne procuration à René BAUS ; Fabien CORPETTO qui donne procuration à Frédérique PARENT ; Éliane PEDROSA qui donne procuration à Marie-José AMIGOU.

Absent : Cédrik PANIS

Monsieur le Maire dénombre les conseillers présents et constate le quorum posé par l'article L 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En exercice	: 33	Pour	: 32
Présents	: 24	Contre	: /
Procurations	: 8	Abstentions	: /
Votants	: 32		
Exprimés	: 32		

BUDGET COMMUNAL - DÉBAT SUR LE RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE POUR L'ANNÉE 2024

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2312-1,
VU le rapport d'orientation budgétaire du budget principal de l'exercice 2023,

Dans les communes de plus de 3 500 habitants un Rapport sur les Orientations du Budget (ROB) doit avoir lieu dans les deux mois qui précèdent l'examen du budget. Dans les communes de plus de 10 000 habitants ce rapport comporte au surplus une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

Il est présenté à l'Assemblée le contenu du rapport d'orientation budgétaire qui est annexé à la présente délibération et ouvre ensuite le débat.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés,

- **PREND ACTE** de la tenue du débat sur le rapport d'orientation budgétaire du budget principal de l'exercice 2024.

Et ont signé au Registre les membres présents,
Pour extrait conforme,

Le Maire,

Alain GOT.



. La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux devant son auteur dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification (le silence de l'administration pendant 2 mois vaut décision de rejet).
. La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans les deux mois à compter de sa publication, où à compter de sa notification.



Rapport d'orientation budgétaire 2024

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Département des Pyrénées-Orientales
Commune de Saint-Laurent de la Salanque

Rapport d'Orientation Budgétaire 2024

Environnement macro-économique

Monde et zone Euro

France

Loi de Finances 2024

Situation financière et orientations budgétaires

Dépenses de fonctionnement

Charges à caractère général

Rapport complémentaire sur les effectifs

Recettes de fonctionnement

Fiscalité

Concours de l'État

Section d'investissement

Dette

Dépenses d'investissement

Recettes d'investissement

Programmation des investissements

Projets à solder

Projets récurrents

Projets à engager

Projets en phase d'étude

Rapport d'Orientation Budgétaire 2024

Le **débat d'orientation budgétaire** représente la première étape du nouveau cycle budgétaire. C'est un maillon essentiel dans la chaîne de la procédure budgétaire de la commune : il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les **priorités et les évolutions de la situation financière** de la collectivité préalablement au vote du budget primitif.

La loi du 7 août 2015 relative à la « Nouvelle Organisation Territoriale de la République » (loi NOTRe) précisée par le décret du 24 juin 2016 (n°2016-841) a renforcé le rôle du Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) en définissant son contenu (article D.2312-3 du CGCT) formalisé dans un rapport soumis au vote. L'article L.2312-1 du CGCT rend obligatoire la tenue d'un DOB dans les deux mois précédents le vote du Budget Primitif afin de permettre au Conseil Municipal de débattre sur les grandes orientations du prochain budget.

Le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) permet de restituer les orientations budgétaires de la commune à la lumière d'un contexte national et international donné et des mesures législatives envisagées et votées pour 2024.

Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être **mis en ligne sur le site internet** de la collectivité dans un délai d'un mois après son adoption.

Environnement macro-économique

Monde et zone Euro : une croissance 2023 modérée et poursuite de désinflation

Après un effondrement en 2020 (-3.1%) lié à la pandémie, puis un rebond spectaculaire en 2021 (+6%), l'économie mondiale a généré une croissance de 3.5% en 2022. Cette tendance au ralentissement de la croissance a été confirmée en 2023 (3%) et le sera certainement en 2024.

Le FMI projette en effet une croissance mondiale à 2.9% en 2024, principalement portée par les pays émergents. La prévision n'est à contrario dans la zone euro que de 1.2% en 2024.

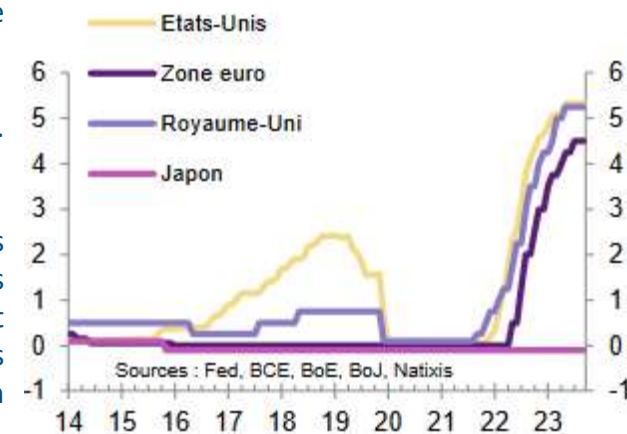
On peut constater que les crises internationales conduisent à une fragmentation des marchés et font peser des risques sur la circulation de base : produits alimentaires, mais aussi minerais rares essentiels aux composants électroniques et au développement des batteries comme alternative aux énergies fossiles. Ces facteurs peuvent conduire à des difficultés d'approvisionnement et à une forte volatilité des prix, avec des conséquences désastreuses pour les populations les plus fragiles et un impact sur les investissements en matière de transition énergétique (sources FMI – octobre 2023).

Le pic d'inflation a été atteint en 2022, mais l'OCDE souligne une tendance inflationniste persistante. Pour la zone euro, les projections sont de 3% en 2024 (septembre 2023, perspectives économiques de l'OCDE).

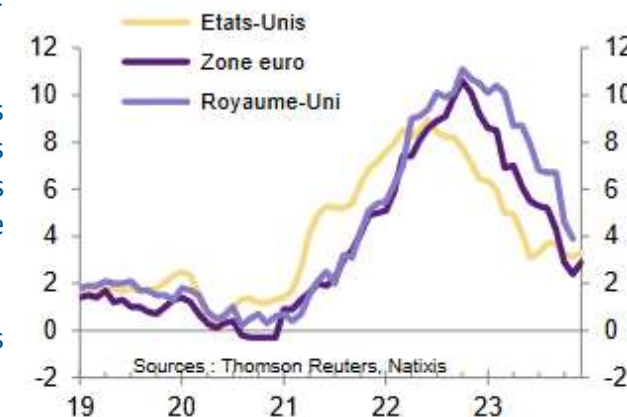
Cette évolution constitue un risque haussier au scénario de croissance de la zone euro car elle confirme les perspectives d'une fin de cycle de resserrement monétaire. En ce sens, nous prévoyons une première coupe des taux directeurs par la Banque Centrale Européenne en juin prochain, qui devrait relâcher les contraintes sur les investissements couplées à un regain de dynamisme de la consommation des ménages grâce au ralentissement de l'inflation.

Le taux de chômage de la zone euro se stabilise à un niveau historiquement bas, autour de 6.5% depuis plusieurs mois avec des données hétérogènes selon les pays. Il est de 14% chez les jeunes de moins de 25 ans.

Monde : taux directeurs



Monde : inflation (%)



Environnement macro-économique

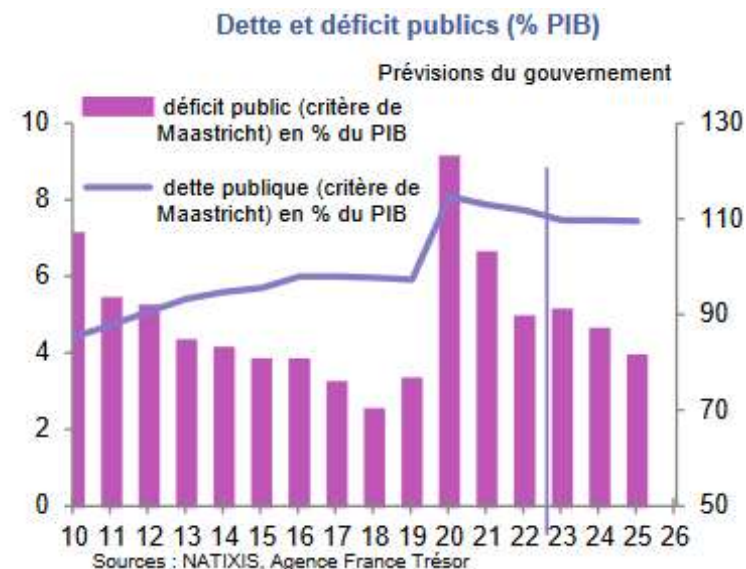
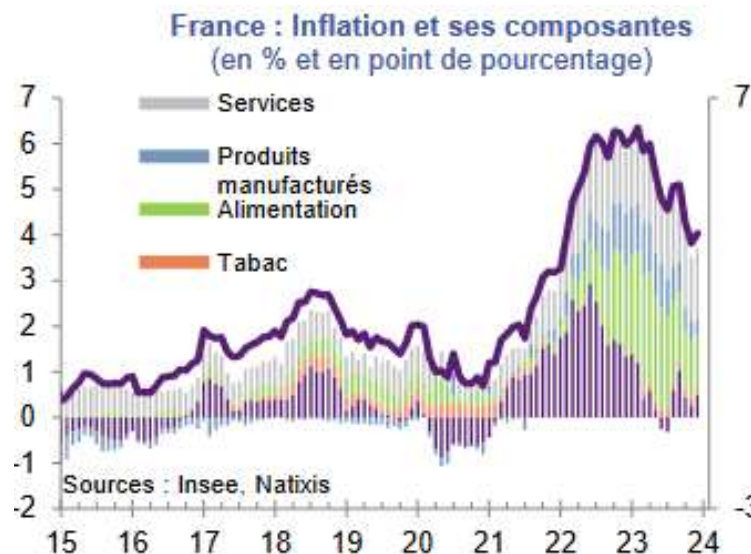
France : croissance résiliente et ralentissement de l'inflation

Les perspectives économiques de la France sont proches de la moyenne de la zone euro, avec un taux de croissance de l'ordre de 1% en 2023. Pour 2024, le projet de loi de finance présenté par le Gouvernement table sur un taux de 1,4%.

En 2023, la levée de la remise carburants et la hausse des tarifs du gaz et de l'électricité dès le 1^{er} janvier ont entraîné un regain de pressions inflationnistes avec un pic de d'inflation à +7,3% sur un an en février 2023. Depuis, le processus de désinflation est engagé en France. Après le pic de février, l'inflation s'est installée sur une tendance baissière clôturant l'année à 4,1%. Le contexte de tensions au Moyen-Orient et d'incertitudes, pourrait constituer un risque haussier sur le scénario d'inflation, notamment énergétique, à très court terme.

Selon les projections macro-économiques de la Banque de France, l'inflation devrait s'établir à 5.8% en 2023 et retomber à 2.6% en 2024.

Le contexte inflationniste a poussé la majorité des banques centrales à revaloriser leurs principaux taux directeurs en 2022. La détente des taux commence gentiment, car si l'inflation a globalement décéléré, elle reste encore au-dessus des cibles des banques centrales.



Environnement macro-économique

Loi de Finances 2024 – principales mesures relatives aux collectivités territoriales

Les règles du 49.3 ont permis au Gouvernement de faire passer le projet de loi de finances. Deux jours avant la parution au journal officiel, le Conseil Constitutionnel a validé le texte à quelques mesures près.

La Loi de Programmation des Finances Publiques pour les années 2023 à 2027 définit la ligne que le Gouvernement souhaite donner aux finances publiques. Cette trajectoire vise un retour du déficit public sous le seuil des 3 % de PIB à l'horizon 2027.

Les principales mesures relatives aux collectivités sont les suivantes :

- Une DGF en légère hausse, centrée sur la péréquation (DSR et DSU) et fixée à 27,2 Md€, soit + 0,32 Md€ ;
- Mesures en faveur de la planification écologique : une enveloppe supplémentaire de 7 Md€ (dont + 0,8 Md€ de Fonds Vert pour les collectivités) ;
- Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI se stabilisent à 1,77 Md€ pour 2024 : DETR 1,046 Md€, DSIL 0,57 Md€ et DPV 0,15 Md€ ;
- Augmentation du FCTVA avec un élargissement de l'assiette : intégration des dépenses d'aménagement de terrains pour soutenir les opérations de création de terrains sportifs à moins d'un an des J.O. de Paris 2024 ;
- Nouvelles modalités de répartition de la dotation pour les titres sécurisés : l'État abonde la DTS jusqu'à 0,1 Md€ en 2024 pour accompagner les communes équipées de stations d'enregistrement.

La Cour des comptes reconnaît que la tendance générale en 2023 a été la dégradation des finances locales, et que les communes sont les entités locales qui supportent le plus les conséquences directes et indirectes de l'inflation. Les communes sont sous l'effet d'un double étouffement administratif et financier avec la multiplication des contraintes réglementaires et administratives, et la raréfaction des ressources financières et des leviers fiscaux. Une enquête de l'AMF indique que 71% des communes répondantes ont revu à la baisse leurs projets d'investissement, ce qui n'est pas le cas de la commune de Saint-Laurent de la Salanque.

Situation financière et orientations budgétaires

Accusé de réception en préfecture
066-216601807-20240314-DELIB2024-11BIS-DE
Date de télétransmission : 19/03/2024
Date de réception préfecture : 19/03/2024

Dépenses de fonctionnement – vue d’ensemble

Les propositions budgétaires pour 2024 dans ce document ne préjugent pas des inscriptions qui seront proposées au vote au cours d’une prochaine séance du conseil municipal.

Grâce à une gestion fine et prudente complétée par des efforts faits en terme de dépenses de fonctionnement, la commune de Saint-Laurent de la Salanque améliore sa situation financière, qui reste saine et qui lui permet, malgré le contexte complexe, la poursuite tant des investissements que des services publics. Il faut continuer à faire preuve de vigilance et de réactivité. Les marges de manœuvre sont réduites, il convient de poursuivre les efforts déjà engagés depuis 2023.

Section de fonctionnement	C.A.	Budget	C.A.	Propo. B.P.	Taux	Taux
	2022	2023	2023	2024	C.A.	B.P.
Dépenses réelles de fonctionnement	10 638 307,50	9 916 025,00	9 259 487,89	10 106 038,98	-12,96%	1,92%
Dépenses de fonctionnement	11 677 792,32	12 021 704,16	10 548 384,73	12 735 599,93	87,74%	5,94%
% évo. DRF	12,39%	-9,27%	-12,96%	1,92%		
Chapitre 011 : charges à caractère général	2 684 206,89	2 686 240,00	2 254 939,98	2 634 886,29	-15,99%	-1,91%
Chapitre 012 : Frais de personnel	5 884 621,08	6 015 690,00	5 993 644,58	6 251 920,00	1,85%	3,93%
Chapitre 014 : Atténuation de produits	996 821,25	140 000,00	300,00	58 000,00	-99,97%	-58,57%
Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante	687 751,39	672 565,00	621 414,32	773 232,69	-9,65%	14,97%
Chapitre 66 : Charges financières	354 363,43	370 000,00	365 777,73	356 000,00	3,22%	-3,78%
Chapitre 67 : Charges exceptionnelles	30 543,46	31 530,00	23 411,28	32 000,00	-23,35%	1,49%
Chapitre 042 : Dépenses d'ordre fonctionnement	1 039 484,82	1 300 000,00	1 288 896,84	1 310 000,00	23,99%	0,77%
Chapitre 023 : Virement à la section d'invest.		805 679,16	0,00	1 319 560,95		63,78%
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	11 677 792,32	12 021 704,16	10 548 384,73	12 735 599,93	-9,67%	5,94%

Situation financière et orientations budgétaires

Dépenses de fonctionnement – taux de réalisation 2023 et évolution des 3 derniers comptes administratifs

Analyse des variations entre les comptes administratifs 2022 et 2023

Point N°1 : Les charges à caractère général (chapitre 011)

Globalement, les CCG diminuent de -430 000 euros, soit -16% entre 2022 et 2023.

- Les dépenses énergétiques ont reculé significativement : -479 000 euros, soit -47,6%. (consommations électricité EP -26% et Bâtiments -3%)
- Les charges locatives augmentent ponctuellement : +57 000 euros, soit +80%. (location préfabriqués école Cortada)
- Les autres dépenses à caractère général sont stables (baisse sensible de -8 000 euros) malgré un contexte inflationniste important.

Point N°2 : Les frais de personnel (chapitre 012)

Les frais de personnel augmentent de +109 000 euros, soit + 1,85%.

En plus du Glissement Vieillesse Technicité des agents (GVT), cette augmentation s'explique par la revalorisation du point d'indice de +1,5% au mois de juillet 2023, une augmentation du SMIC au 1^{er} mai 2023 de +2,22%, et la hausse des primes d'assurance sur les risques statutaires (+15,76%).

Point N°3 : Les atténuations de produits (chapitre 014)

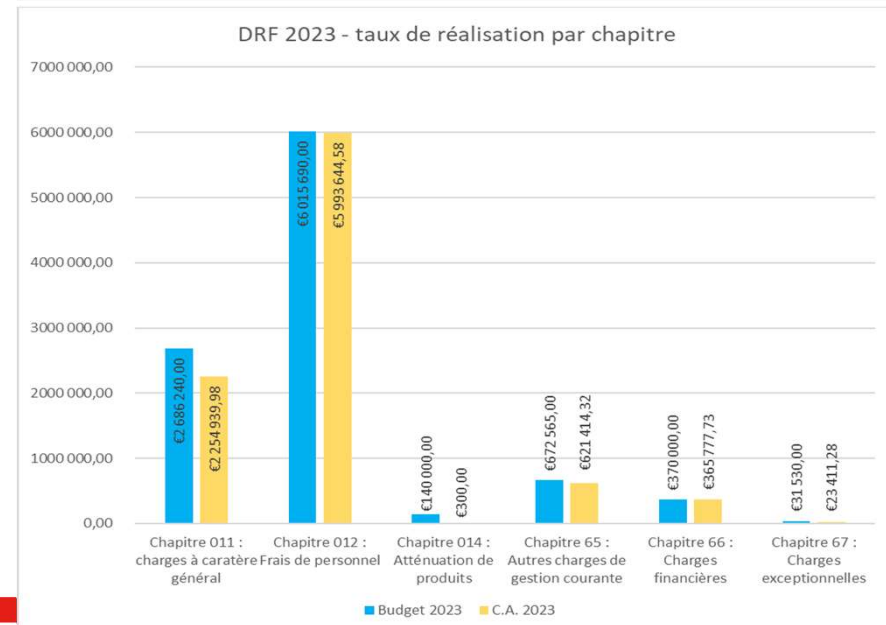
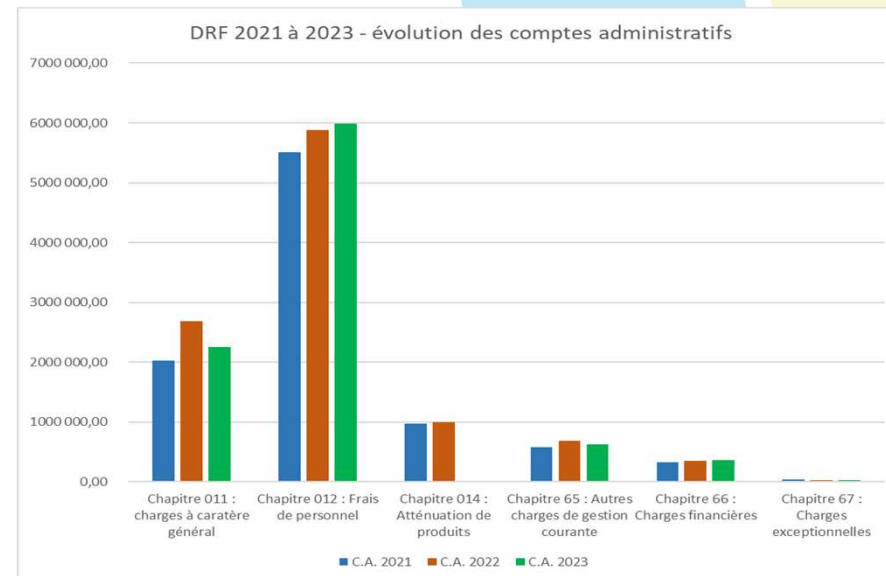
L'exercice 2023 est marqué par la restitution de la compétence voirie à la ville avec un changement de l'architecture financière du budget communal. Les attributions de compensation (négatives en 2022) sont devenues positives en 2023 (recettes de fonctionnement).

De plus, la ville a bénéficié d'une exemption de sa pénalité au titre de la loi SRU.

Point N°4 : Les autres charges de gestion courante (chapitre 65)

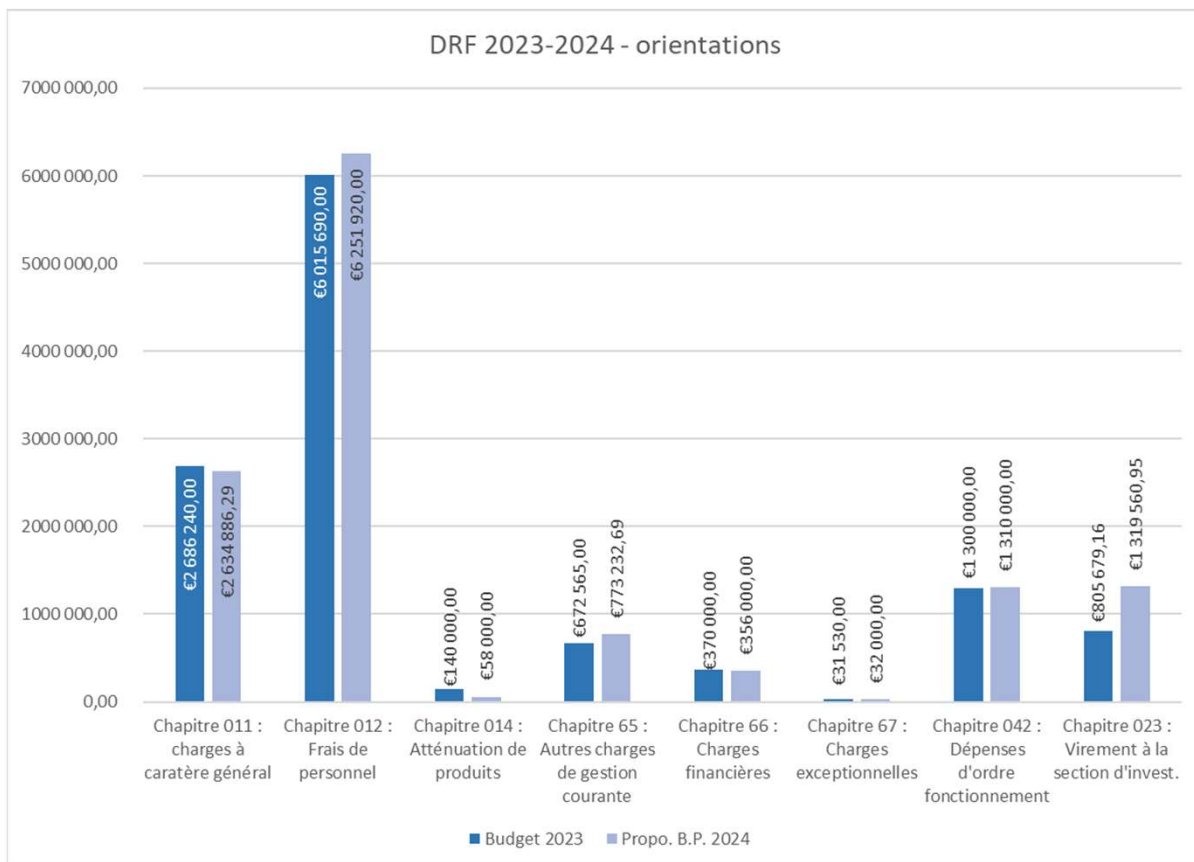
Ce chapitre est composé des indemnités élus, des subventions aux associations, des la participations à la DSP ALSH, aux budgets SIS et CCAS et des créances admises en non-valeur.

Une baisse de -66 000 euros entre 2022 et 2023 provient de l'absence de participation au budget SIS, d'une diminution des subventions aux associations et de l'instruction directe de nos autorisations d'urbanisme.



Situation financière et orientations budgétaires

Dépenses de fonctionnement – budget 2023 / propositions 2024



Analyse des variations entre le budget 2023 et les propositions 2024

Chapitre 011 : - 51 300 euros, soit -1,9%.

- Les dépenses d'électricité sont minorées par rapport à 2023 compte tenu de la fixation du prix jusqu'à la fin du marché (31/12/2024).
- Dans le cadre de la politique de maîtrise des dépenses de fonctionnement de la ville, les crédits budgétaires alloués aux services municipaux sont constants entre 2023 et 2024. Pour rappel, ces crédits budgétaires avaient fait l'objet d'une baisse de -10% en 2023.

Chapitre 012 : +236 000 euros, soit +3,9%.

- En plus de l'évolution du Glissement Vieillesse Technicité (G.V.T.), une revalorisation de 5 points d'indice majoré pour tous les agents titulaire de la fonction publique est prévue à partir du 1^{er} janvier 2024.
- Le coût de la cotisation d'assurance Risques Statutaires augmente de +10,3%, soit 15 000 euros, en 2024.

Chapitre 014 : - 82 000 euros, soit - 58,6%.

L'exonération de la pénalité au titre de l'article 5 de la loi SRU pour 2023 n'est pas actée pour 2024. Du montant forfaitaire de 140 000 euros pour le paiement de cette pénalité, est déduit la subvention de 2022, d'un montant de 84 000 euros, versée pour la réalisation de LLS (Trois Moulins Habitat).

Chapitre 65 : + 100 000 euros, soit + 14,97%.

- Le niveau de participation de la DSP ALSH augmente du fait de la refacturation des frais de fonctionnement associé (environ 26 000 euros).
- La réinscription de la participation de fonctionnement pour le budget SIS (41 000 euros)
- La participation versée pour l'équilibre du budget CCAS augmente de + 24 000 euros

Chapitre 042 : + 514 000 euros, soit + 63,8%.

- Le virement à la section d'investissement

Situation financière et orientations budgétaires

Dépenses de fonctionnement – Rapport complémentaire sur les effectifs

Dans les communes de plus de 10.000 habitants, le rapport prévu au 3ème alinéa de l'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales comporte, au titre de l'exercice en cours ou, le cas échéant, du dernier exercice connu les informations relatives :

- À la structure des effectifs,
- Aux dépenses de personnel,
- A la durée effective du travail,
- Aux avantages en nature : à l'instar des années précédentes, 2 agents de catégorie C bénéficient d'un avantage en nature.

Ces agents sont logés par nécessité absolue de service dans le cadre de leurs missions de gardiennage de bâtiments communaux. Ils réalisent en outre des fonctions d'entretien de ces locaux et en assurent leur ouverture et fermeture au public.

Au 31 décembre 2023, la commune compte 166 agents (146,78 ETP) répartis de la manière suivante :

Types de contrat	Nombre d'agents
Stagiaires titulaires	134
Droit public	31
Droit privé (CUI)	1



L'augmentation du nombre d'agents présents au 31 décembre 2023 s'explique par le fait que les agents du périscolaire bénéficient d'une annualisation de leur temps de travail et sont comptabilisés à cette date.

Par ailleurs, la collectivité dispose d'un agent mis à disposition par le CDG66, dans le cadre du remplacement d'un agent en congé de maternité, et d'un apprenti au service informatique.

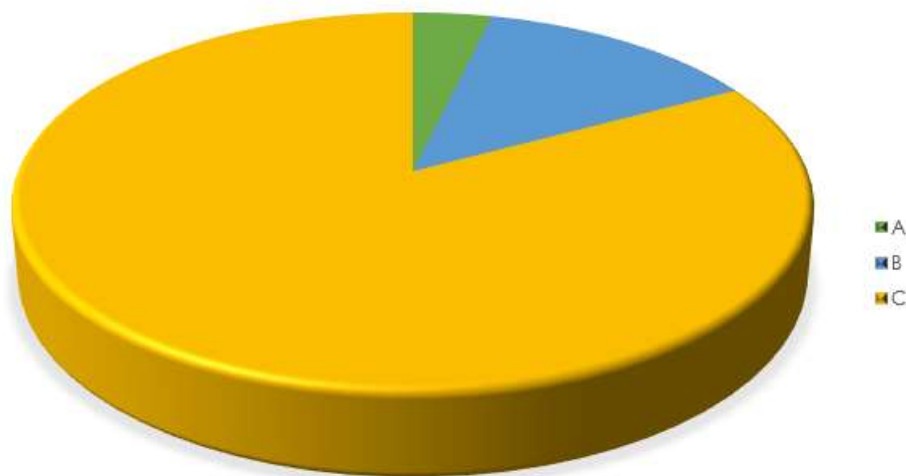
Situation financière et orientations budgétaires

Dépenses de fonctionnement – Rapport complémentaire sur les effectifs

134 stagiaires et titulaires répartis comme suit :

Catégories	Nombre d'agents
A	5
B	18
C	111

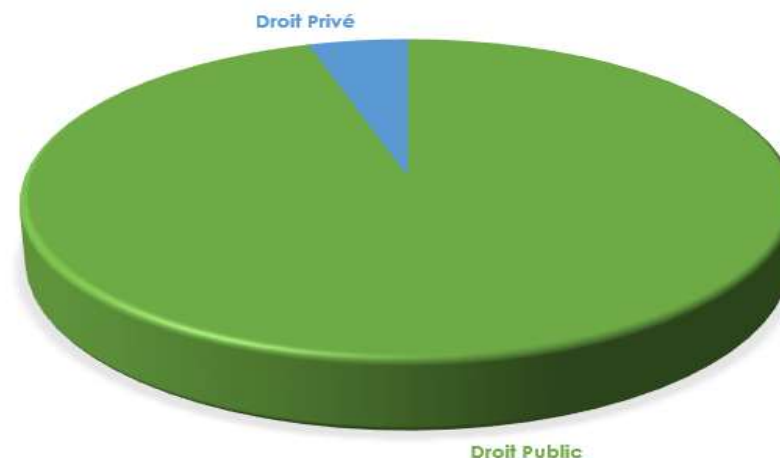
RÉPARTITION DES STAGIAIRES ET TITULAIRES PAR CATEGORIE



Au 31 décembre 2023 : 7 agents stagiaires de catégorie C, 5 femmes et 2 hommes. 32 non titulaires répartis comme suit :

Types de contrat	Nombre d'agents
Droit public	31
Droit privé (CUI)	1

NON TITULAIRES



Situation financière et orientations budgétaires

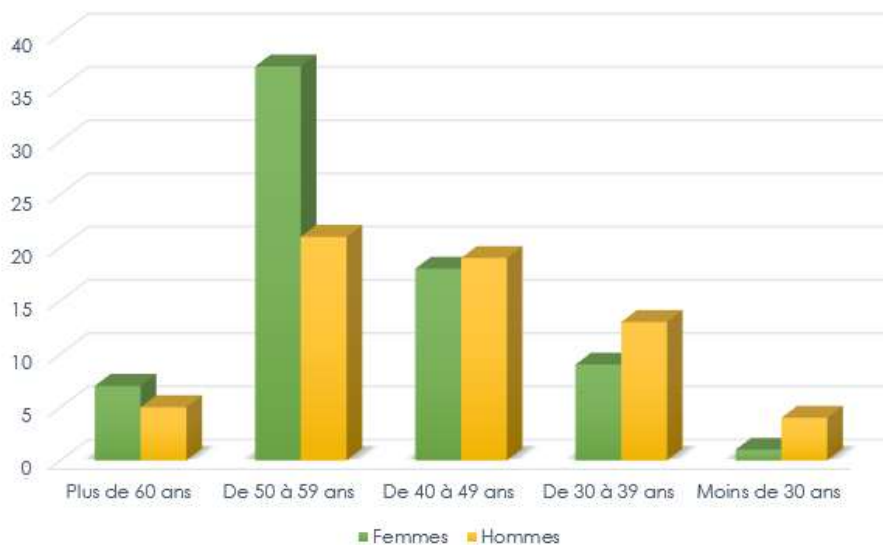
Dépenses de fonctionnement – Rapport complémentaire sur les effectifs

Moyenne d'âge : La moyenne d'âge du personnel stagiaire et titulaire s'élève à **48,31 ans** (moyenne nationale : 46 au 31 décembre 2021 – source gouvernementale – collectivités locales).

Au 31 décembre 2023 : personnel stagiaire et titulaire

Tranches d'âges	Femmes	%	Hommes	%
Plus de 60 ans	7	9,72 %	5	8,06 %
De 50 à 59 ans	37	51,39 %	21	33,88 %
De 40 à 49 ans	18	25,00 %	19	30,65 %
De 30 à 39 ans	9	12,50 %	13	20,96 %
Moins de 30 ans	1	1,39 %	4	6,45 %
Total	72	<i>Part des femmes</i> 53,73 %	62	<i>Part des hommes</i> 46,27 %

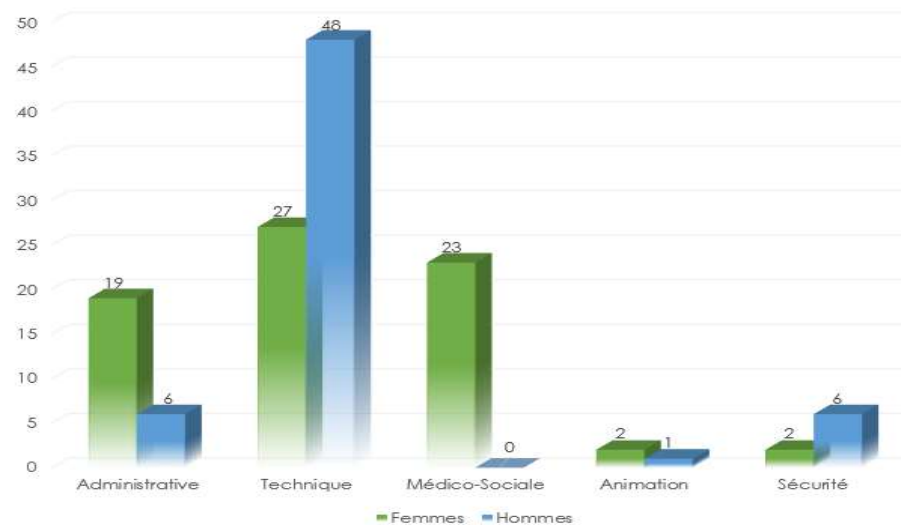
FEMMES / HOMMES



Filière	Femmes	Hommes
Administrative	19	6
Technique	27	48
Médico-Sociale	23	0
Animation	1	2
Sécurité	2	6

La part des femmes prédomine dans les filières administratives et sociales. La filière animation est composée d'un effectif de 2 hommes et de 1 femme. Les hommes, quant à eux, sont majoritaires dans la filière technique. La filière sécurité s'est dotée de 2 agents féminins en 2023.

RÉPARTITION FEMMES HOMMES PAR FILIÈRE



Situation financière et orientations budgétaires

Dépenses de fonctionnement – Rapport complémentaire sur les effectifs

Durée de travail :

Au 1er janvier 2002, la durée de travail du personnel communal, à temps complet, a été fixée à 1.600 heures, conformément à la délibération du Conseil Municipal, en date du 20 décembre 2001, relative au Protocole d'Accord sur l'Aménagement et la Réduction du Temps de Travail. Ce protocole a été actualisé, à compter du 15 mars 2022, afin de tenir compte des modifications légales en vigueur et a porté la durée effective du temps de travail à 1.607 heures annuelles.

Aucun congé supplémentaire de type « Jour du Maire » ou ponts, n'est accordé au personnel communal. Le temps de travail des agents est contrôlé par un système de gestion automatique, de type badgeuse.

Temps de travail des fonctionnaires :

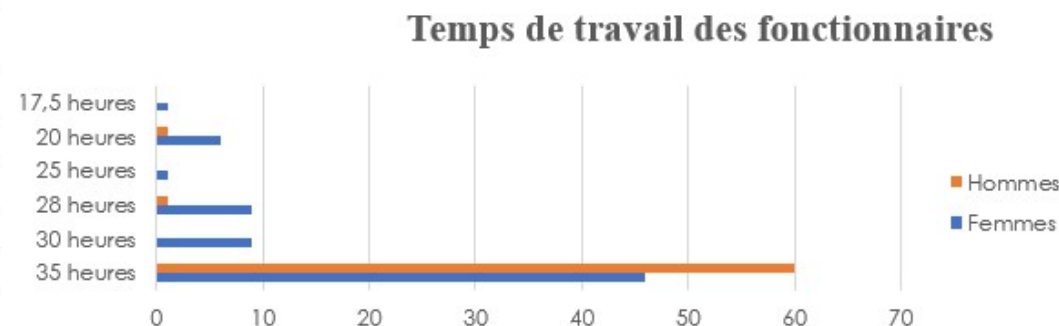
La part des agents, recrutés à temps complet, représente 79,10% de l'effectif global du personnel titulaire et stagiaire.

1 agent féminin de catégorie C bénéficie d'un travail à temps partiel (90%) sur autorisation.

28 agents bénéficient d'un travail à temps non complet s'élevant de 17,30 heures à 30 heures hebdomadaires, soit 20,89% de l'effectif.

Seulement 2 hommes sont positionnés sur un travail à temps non complet (28 heures et 20 heures).

Temps de travail des fonctionnaires	Femmes	Hommes
35 heures	46	60
30 heures	9	0
28 heures	9	1
25 heures	1	0
20 heures	6	1
17,5 heures	1	0



Situation financière et orientations budgétaires

Dépenses de fonctionnement – Rapport complémentaire sur les effectifs

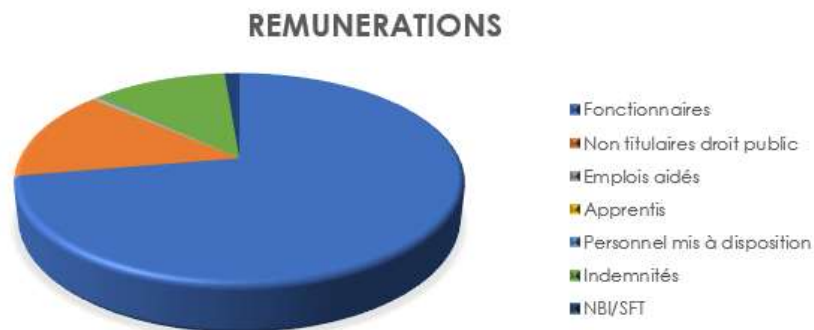
Rémunération :

La masse salariale, au titre de l'année 2023, s'élève à 5 831 920,56 euros, tous statuts confondus (hors assurance statutaire)

La répartition des traitements, hors charges patronales, s'effectue comme suit

OBJET	MONTANT
Rémunération des fonctionnaires	2 926 664,74 €
Rémunération des non titulaires de droit public	566 205,28 €
Rémunération des emplois aidés (CUI)	11 813,38 €
Rémunération des apprentis	9 360,54 €
Rémunération du personnel mis à disposition	13 539,22 €
Indemnités fonctionnaires (heures supplémentaires et complémentaires comprises)	468 511,00 €
NBI/SFT	52 309,44 €

Part des éléments composant les salaires	Montant
Rémunération tous statuts	3 478 965,51 €
Régime indemnitaire, primes et heures suppl.	517 128,65 €
NBI SFT	52 309,44 €



La Nouvelle Bonification Indiciaire ainsi que le Supplément Familial de Traitement (NBI et SFT) sont des éléments qui sont versés obligatoirement aux agents de droit public remplissant les conditions de leur obtention.

Situation financière et orientations budgétaires

Dépenses de fonctionnement – Rapport complémentaire sur les effectifs

Heures supplémentaires et complémentaires :

À Saint-Laurent-de-la Salanque, le pourcentage du régime indemnitaire (heures supplémentaires et complémentaires comprises) représente 14,86 % de la rémunération brute versée aux agents (12,46 % hors heures supplémentaires et complémentaires).

L'estimation moyenne nationale du régime indemnitaire versé aux agents des collectivités territoriales s'élève à environ 24,2 % (*Rapport annuel sur l'état de la fonction publique - édition 2020*).

Hormis pour les agents de droit privé, les heures supplémentaires sont une composante du régime indemnitaire.

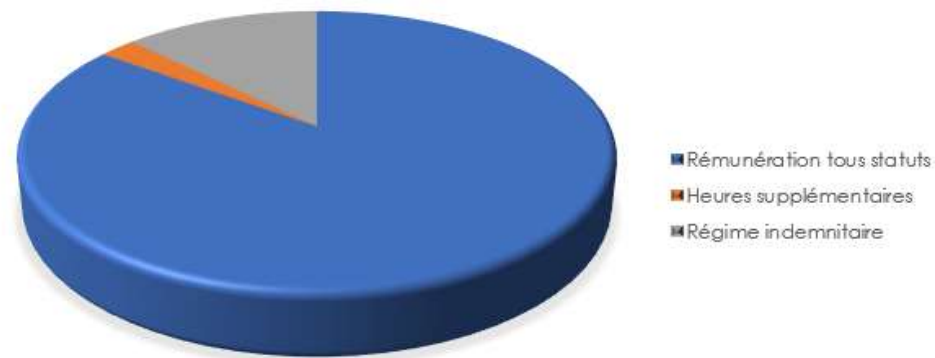
Pour l'année 2023, elles s'élèvent à 83 576,31 euros pour 4 196,13 heures effectuées.

Elles sont versées aux agents réalisant des travaux supplémentaires, au-delà de leur temps de travail hebdomadaire, à la demande du supérieur hiérarchique.

Elles représentent 2,40 % de la rémunération totale versée aux agents et 16,16 % du régime indemnitaire.

Part des heures supplémentaires et complémentaires	Montant
Rémunération tous statuts	3 478 965,51 €
Régime indemnitaire, primes tous statuts	517 128,65 €
<i>Dont part des heures supplémentaires et complémentaires</i>	<i>83 576,31 €</i>

PART DES HEURES SUPPLÉMENTAIRES ET COMPLEMENTAIRES



Situation financière et orientations budgétaires

Dépenses de fonctionnement – Rapport complémentaire sur les effectifs

Jour de carence :

Depuis le 1er janvier 2018, l'article 115 de la loi de finances 2018, a rétabli le jour de carence pour les agents de la fonction publique.

L'ensemble des fonctionnaires stagiaires et titulaires, ainsi que les contractuels de droit public, est concerné par cette mesure.

Le traitement de base, le régime indemnitaire et la NBI sont suspendus durant 1 jour, selon la règle du trentième (1 jour de carence = 1/30ème retenu).

Le supplément familial de traitement, lié à la charge effective et permanente d'un ou plusieurs enfants, est versé dans sa totalité.

En 2023, 80 agents ont été impactés par le jour de carence dont 65 agents titulaires ainsi que 15 agents non titulaires de droit public.

Ainsi, le montant des sommes prélevées s'élève à 7 387,86 euros dont :

- 6 265,86 euros pour les titulaires
- 1 122,00 euros pour les non titulaires

Situation financière et orientations budgétaires

Accusé de réception en préfecture
066-216601807-20240314-DELIB2024-11BIS-DE
Date de télétransmission : 19/03/2024
Date de réception préfecture : 19/03/2024

Recettes de fonctionnement – vue d'ensemble

Les propositions budgétaires pour 2024 dans ce document ne préjugent pas des inscriptions qui seront proposées au vote au cours d'une prochaine séance du conseil municipal.

Section de fonctionnement	C.A.	Budget	C.A.	Propo. B.P.	Taux	Taux
	2022	2023	2023	2024	C.A.	B.P.
Recettes réelles de fonctionnement	12 622 481,62	11 557 202,60	11 768 853,77	11 790 460,00	-6,76%	2,02%
% évo RRF	11,62%	-7,11%	-6,76%	2,02%		
Chapitre 013 : Atténuation de charges	239 511,57	150 000,00	212 620,66	150 000,00	-11,23%	0,00%
Chapitre 70 : Produits des services	1 374 431,29	468 140,00	500 359,99	499 780,00	-63,60%	6,76%
Chapitre 73 : Impôts et taxes	6 083 828,81	6 702 406,46	6 698 586,28	6 925 304,00	10,10%	3,33%
Chapitre 74 : Dotations et participations	3 523 951,19	3 470 745,00	3 550 017,67	3 541 716,00	0,74%	2,04%
Chapitre 042 : Travaux en régie	77 524,35	100 000,00	99 909,67	100 000,00	28,88%	0,00%
Chapitre 75 : Autres PGC	102 625,63	183 806,14	206 722,81	93 500,00	101,43%	-49,13%
Chapitre 76 : Produits financiers	471 208,05	471 208,00	471 218,76	471 208,00	0,00%	0,00%
Chapitre 77 : Produits exceptionnels (hors cessions)	749 400,73	0,00	347,00	0,00	-99,95%	
Chapitre 77 : Cessions d'immobilisation	25 080,00	0,00	27 700,00	0,00	10,45%	
Chapitre 78 : Reprise sur provision	0,00	10 897,00	1 370,93	8 952,00		-17,85%
Chapitre 042 : Recettes d'ordre fonctionnement	69 341,94	35 530,00	18 738,49	9 500,00	52,74%	-73,26%
002 : Excédent de fonctionnement reporté	0,00	428 971,56	0,00	935 639,93	0,00%	118,11%
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	12 716 903,56	12 021 704,16	11 787 592,26	12 735 599,93	-7,31%	5,94%

Situation financière et orientations budgétaires

Recettes de fonctionnement – taux de réalisation et évolution des 3 derniers comptes administratifs

Analyse des variations entre les comptes administratifs 2022 et 2023

Point N°5 : Les recettes du chapitre 013 concernent des remboursements de frais de personnel par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie et la compagnie d'assurance qui couvre la collectivité. En principe, la recette budgétaire est estimée forfaitairement. Le dépassement budgétaire constaté au CA 2023 provient principalement de la prise en charge au titre des régularisations des sommes dues.

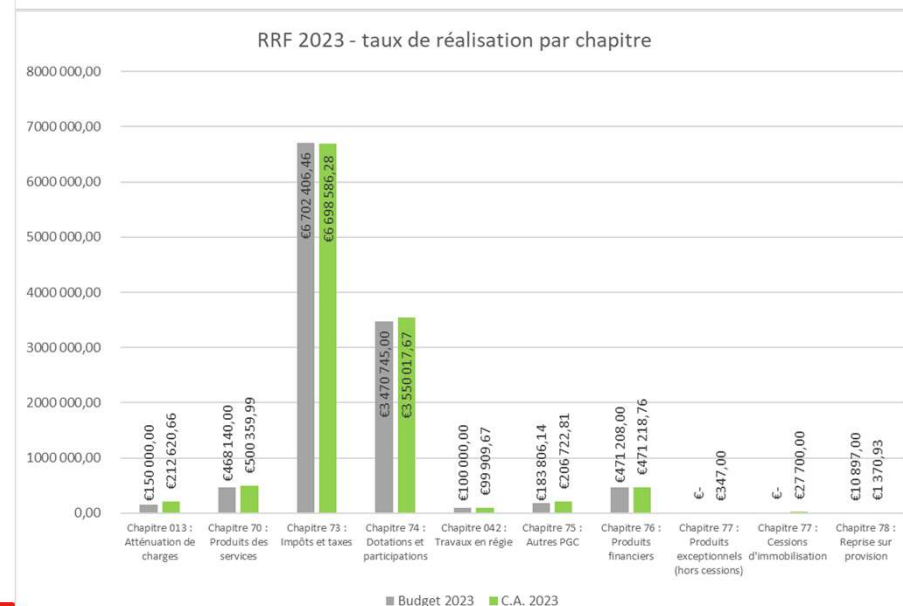
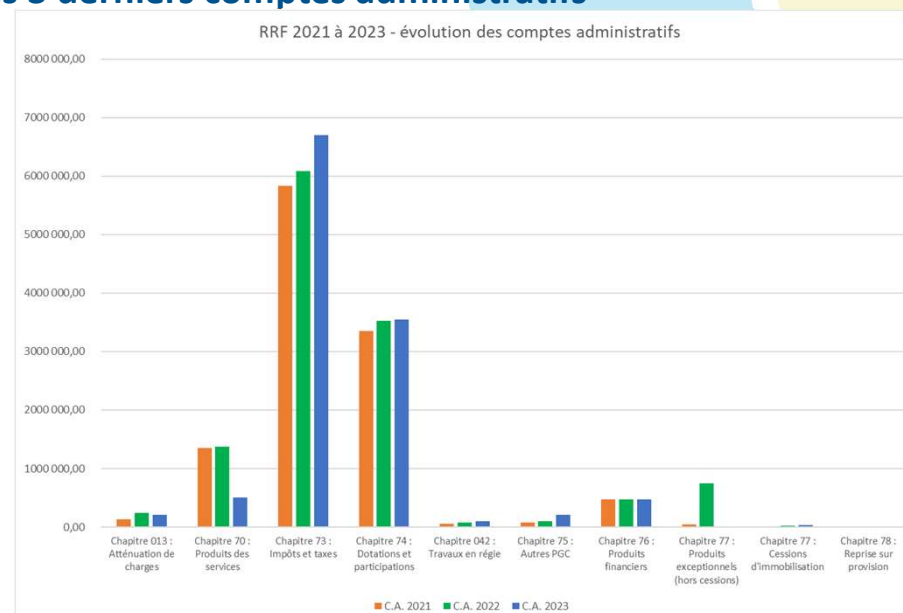
Point N°6 : Les produits du chapitre 70 sont conformes aux prévisions : une nette baisse entre 2022 et 2023 est constatée du fait de la fin de la convention de gestion de la compétence voirie.

Point N°7 : Le chapitre 73 des impôts et taxes est pénalisé par la hausse des taux directeurs de la BCE : la taxe additionnelle aux droits de mutation est inférieure à nos prévisions (calculée forfaitairement = 1,2% des transactions immobilières). Les autres recettes du chapitre sont supérieures aux prévisions de 30 000 euros. Pour rappel et depuis l'exercice 2023, ce chapitre enregistre les attributions de compensations de PMMCU devenues positives par la restitution de la compétence voirie (278 192 euros).

Point N°8 : Le chapitre 74 des dotations et participations est stable par rapport à 2022 (+0,74%). Les participations C.A.F. pour le fonctionnement des structures petite-enfance et enfance-jeunesse ont été optimisées.

Point N°9 : Depuis le 1^{er} janvier 2023 (passage en M57), le chapitre 75 enregistre les recettes d'indemnité d'assurance liées aux remboursements de sinistres.

Point N°10 : Le chapitre 77 enregistre les produits des cessions et les titres annulés sur exercices antérieurs.



Situation financière et orientations budgétaires

Recettes de fonctionnement – zoom sur la fiscalité, évolution des bases prévisionnelles et du produit à taux constants

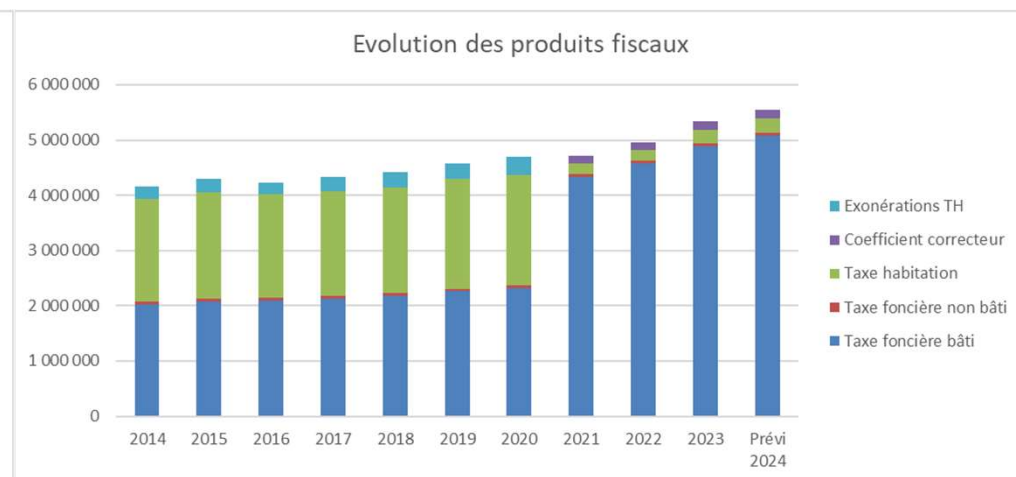
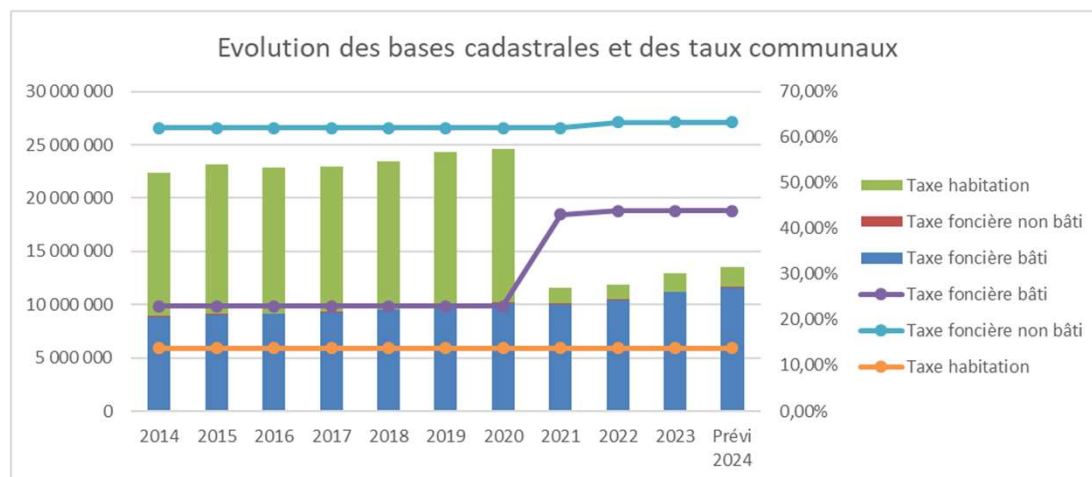
L'état fiscal 1259 de 2024 n'a pas été notifié à ce jour

L'accroissement des bases cadastrales est calculé par la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFiP) en fonction de la variation de l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé, dite évolution dynamique (+3,9% pour 2024), et selon le niveau d'urbanisation, c'est l'évolution mécanique.

Rappel : la réforme de suppression de la taxe d'habitation en 2021 a entraîné un transfert du taux départemental (20,1% dans les PO) au profit de la commune.

En 2024, à taux constant, le produit fiscal 2024 passe de 5 343 678 euros à 5 550 691 euros (+ 207 013 euros)

Bases cadastrales	2018	2019	2020	2021	2022	2023	%	Prévi 2024
Taxe foncière bâti	9 494 079	9 846 251	10 098 545	10 056 589	10 405 673	11 140 915	3,9%	11 575 410
Taxe foncière non bâti	80 066	77 909	78 418	78 089	80 192	85 528	3,9%	88 863
Taxe habitation	13 835 714	14 396 999	14 481 828	1 412 181	1 383 756	1 754 353	3,9%	1 822 772
Taux communaux	2018	2019	2020	2021	2022	2023	%	Prévi 2024
Taxe foncière bâti	22,94%	22,94%	22,94%	43,04%	43,90%	43,90%	0,0%	43,90%
Taxe foncière non bâti	62,04%	62,04%	62,04%	62,04%	63,28%	63,28%	0,0%	63,28%
Taxe habitation	13,82%	13,82%	13,82%	13,82%	13,82%	13,82%	0,0%	13,82%
Produits fiscaux	2018	2019	2020	2021	2022	2023	%	Prévi 2024
Taxe foncière bâti	2 177 942	2 258 730	2 316 606	4 330 151	4 569 682	4 892 197	3,9%	5 081 604
Taxe foncière non bâti	49 673	48 335	48 651	48 446	50 745	54 122	3,9%	56 232
Taxe habitation	1 912 096	1 989 665	2 001 389	195 163	191 235	242 452	3,9%	251 907
Coefficient correcteur				138 768	144 902	154 907	3,9%	160 948
Exonérations TH	283 883	273 963	326 977					
TOTAL	4 423 594	4 570 693	4 693 623	4 712 528	4 956 564	5 343 678		5 550 691



Situation financière et orientations budgétaires

Accusé de réception en préfecture
066-246601807-20240314-DELIB2024-11BIS-DE
Date de télétransmission : 19/03/2024
Date de réception préfecture : 19/03/2024

Recettes de fonctionnement – Concours financiers de l’État

Attention : à ce jour, la notification des dotations de 2024 n’a pas été transmise par la Direction Générale des Collectivités Locales

Hypothèse pour 2024 : concours financiers de l’État constants

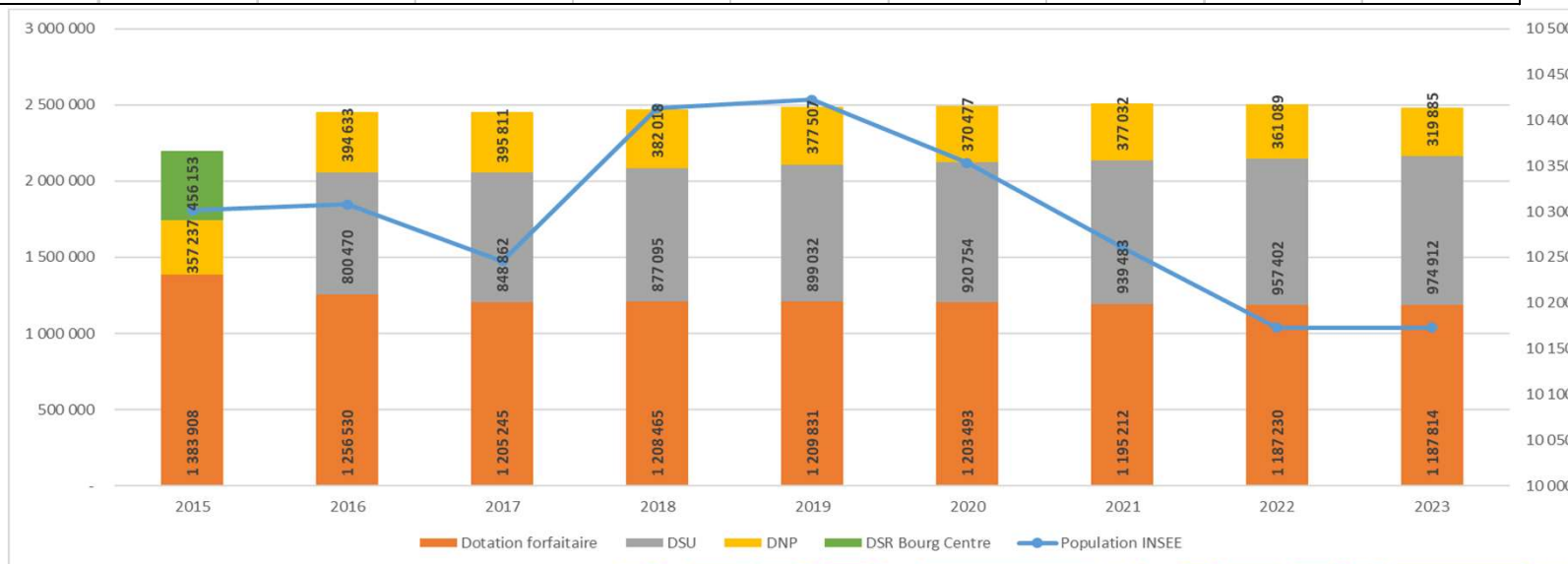
Les concours financiers de l’État au profit de la commune sont au nombre de trois :

- La dotation forfaitaire (profil de population, km de voiries, ...)
- La dotation de solidarité urbaine (potentiel financier, logt LLS, ...)
- La dotation nationale de péréquation (potentiels financier et fiscal)

La réforme de diminution de la dotation forfaitaire au profit des collectivités territoriales pour la participation à la réduction du déficit public s’est traduite par une réduction significative de la dotation entre 2014 et 2017.

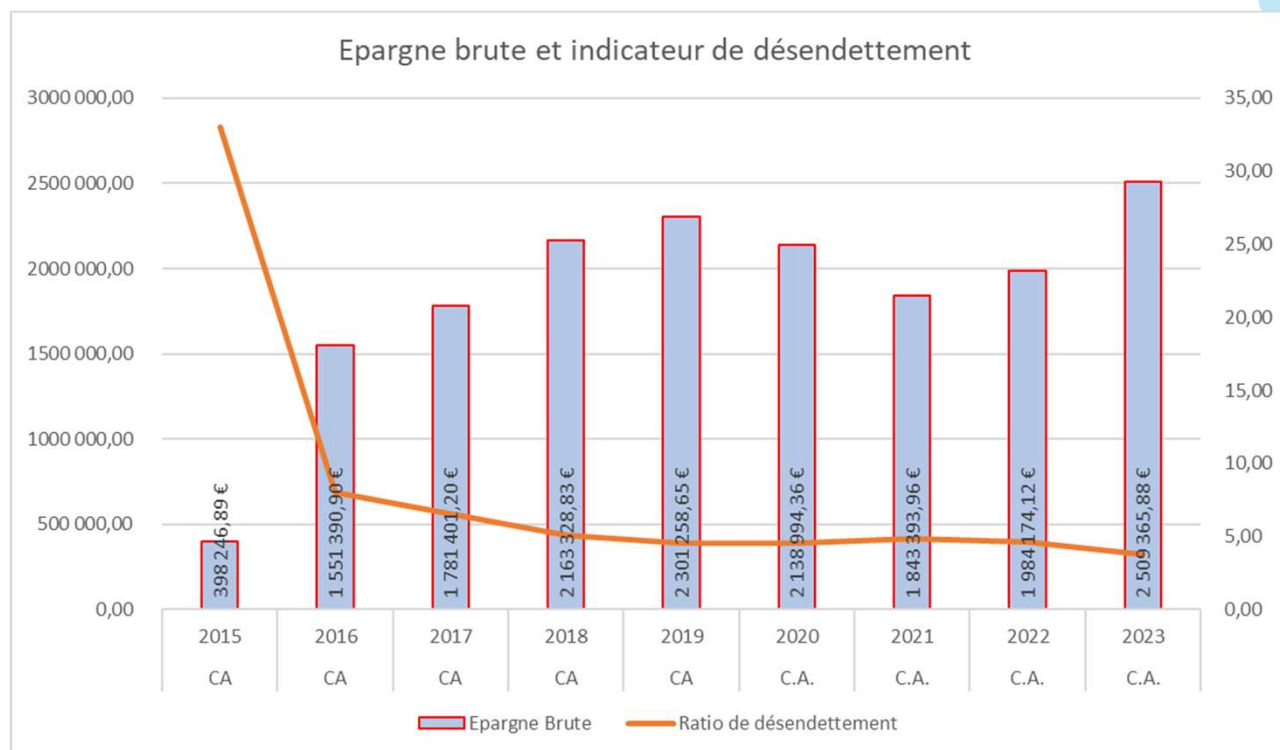
Cette baisse de recettes a été compensée par l’éligibilité de la commune à la DSU (par remplacement de la DSR) en 2016

Concours	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Dotation forfaitaire	1 383 908,00	1 256 530,00	1 205 245,00	1 208 465,00	1 209 831,00	1 203 493,00	1 195 212,00	1 187 230,00	1 187 814,00
DSR Bourg Centre	456 153,00								
DSU		800 470,00	848 862,00	877 095,00	899 032,00	920 754,00	939 483,00	957 402,00	974 912,00
DNP	357 237,00	394 633,00	395 811,00	382 018,00	377 507,00	370 477,00	377 032,00	361 089,00	319 885,00
TOTAL	2 197 298,00	2 451 633,00	2 449 918,00	2 467 578,00	2 486 370,00	2 494 724,00	2 511 727,00	2 505 721,00	2 482 611,00
Population INSEE	10 301	10 308	10 246	10 413	10 422	10 353	10 261	10 173	10 173



Situation financière et orientations budgétaires

Section de fonctionnement – soldes intermédiaires de gestion



Sur ce graphique, l'évolution de l'épargne brute de fonctionnement et celle du ratio de désendettement de la commune laissent apparaître 3 phases distinctes : ces indicateurs financiers connaissent une nette amélioration entre 2015 et 2019 et un fléchissement constant entre 2019 et 2021. La première période correspond au résultat du transfert de la compétence voirie à PMMCU et à l'éligibilité de la commune à la Dotation de Solidarité Urbaine au cours de l'exercice 2016, la deuxième période reflète une dynamique d'évolution plus rapide sur les dépenses que sur les recettes de fonctionnement. La troisième phase (actuelle), entre 2021 et 2023, marque une reprise de la croissance de l'épargne, accentuée par la restitution de la compétence voirie en 2023, la diminution du prix moyen de la fourniture en électricité et les efforts collectifs menés sur la maîtrise des dépenses de fonctionnement.

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaire pour rembourser intégralement le capital de la dette si la totalité de l'épargne y était affectée. **Pour la ville, en 2023, il s'élève à 3,74 années.**

Pour rappel, le seuil d'alerte se situe autour des 12 années pour ce ratio.

Situation financière et orientations budgétaires

Accusé de réception en préfecture
066-216601807-20240314-DELIB2024-11BIS-DE
Date de télétransmission : 19/03/2024
Date de réception en préfecture : 19/03/2024

Section d'investissement – dette communale – rétrospective et prospective

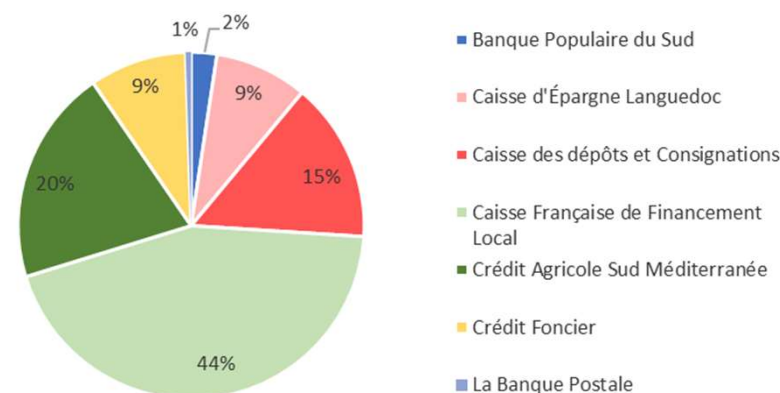
Évolution de l'encours de dette (CRD) par habitant sur la base d'une population de 10173 habitants

L'intégralité des contrats d'emprunt de la ville sont classés dans la catégorie 1A conformément à la typologie de la charte Gissler

Année	Encours 31/12	Envel. FDS 31/12	Encours retraité 31/12	Capital	Intérêts	Annuité	population insee	Encours / pop.
2016	18 002 873,28	5 655 773,06	12 347 100,22	1 109 674,74	527 867,50	1 637 542,24	10308	1198
2017	16 892 198,54	5 184 565,01	11 707 633,53	1 085 910,31	485 068,84	1 570 979,15	10246	1143
2018	15 762 954,89	4 713 356,96	11 049 597,93	1 074 171,48	445 657,79	1 519 829,27	10413	1061
2019	14 614 289,37	4 242 148,91	10 372 140,46	1 093 927,27	416 626,45	1 510 553,72	10422	995
2020	13 445 309,63	3 770 940,86	9 674 368,77	1 114 936,88	385 689,91	1 500 626,79	10353	934
2021	12 251 077,88	3 299 732,81	8 951 345,07	1 189 311,13	358 434,35	1 547 745,48	10261	872
2022	11 966 099,72	2 828 524,76	9 137 574,96	1 236 496,58	325 367,17	1 561 863,75	10173	898
2023	11 749 974,97	2 357 316,71	9 392 658,26	1 284 718,51	340 911,57	1 625 630,08	10173	923
2024	9 371 107,14	1 886 108,66	7 484 998,48	1 317 047,95	344 749,38	1 661 797,33	10053	745
2025	8 034 144,24	1 414 900,61	6 619 243,63	1 364 637,39	306 361,39	1 670 998,78	10053	658
2026	6 741 956,96	943 692,56	5 798 264,40	1 320 812,20	266 955,44	1 587 767,64	10053	577
2027	5 437 267,44	472 484,51	4 964 782,93	1 334 297,53	229 627,29	1 563 924,82	10053	494
2028	4 289 791,12	0,00	4 289 791,12	1 178 101,17	192 543,92	1 370 645,09	10053	427
2029	3 758 663,42	0,00	3 758 663,42	562 804,32	162 433,52	725 237,84	10053	374

Caisses de crédit	Encours 31/12/2023	Encours retraité 31/12/2023
Banque Populaire du Sud	225 656,01	225 656,01
Caisse d'Épargne Languedoc	814 616,39	814 616,39
Caisse des dépôts et Consignations	1 402 793,45	1 402 793,45
Caisse Française de Financement Local	6 511 300,17	4 153 983,46
Crédit Agricole Sud Méditerranée	1 895 433,88	1 895 433,88
Crédit Foncier	852 785,46	852 785,46
La Banque Postale	47 389,61	47 389,61
TOTAL	11 749 974,97	9 392 658,26

Répartition de l'encours retraité par Caisse au 31 décembre 2023

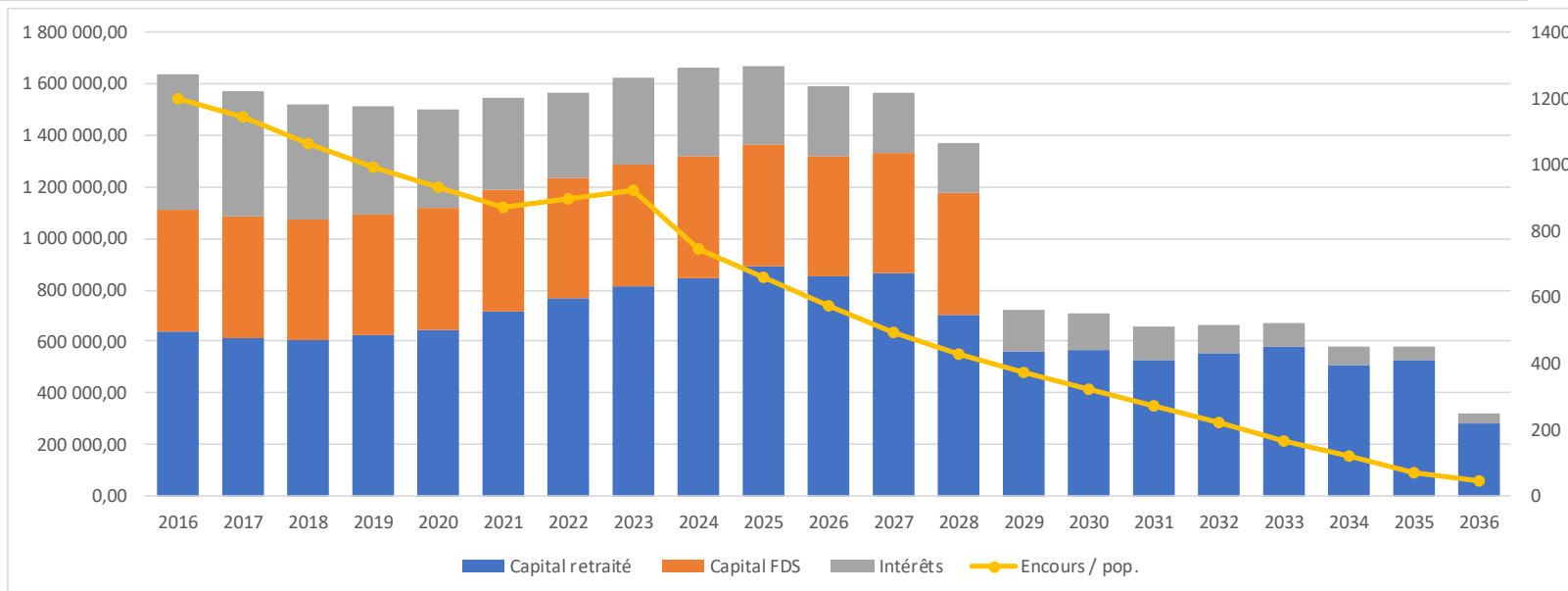
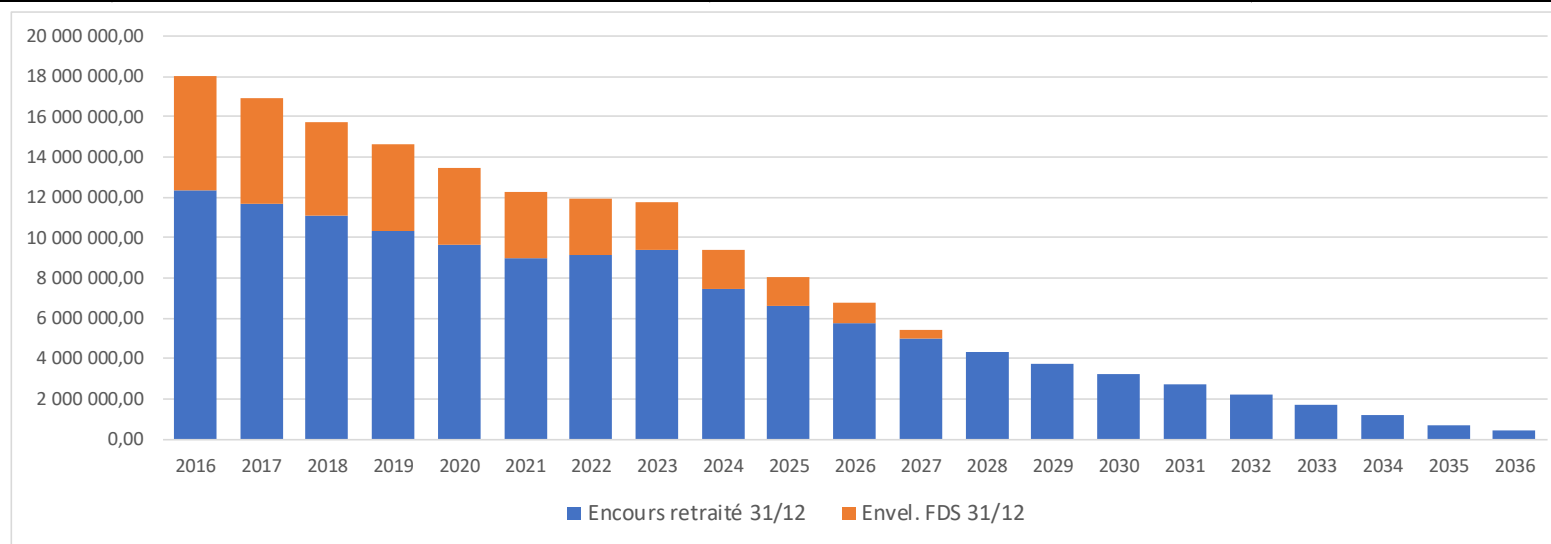


Situation financière et orientations budgétaires

Accusé de réception en préfecture
066-216601807-20240314-DELIB2024-11BIS-DE
Date de télétransmission : 19/03/2024
Date de réception préfecture : 19/03/2024

Section d'investissement – dette communale – profil d'extinction

Évolution de l'encours de dette au 31 décembre 2023 par habitant sur la base d'une population de 10173 habitants (= population INSEE 2023)



Situation financière et orientations budgétaires

Section d'investissement – Dépenses d'investissement

Section d'investissement	CA	Budget	CA	RAR	Inscriptions NVs	Propo. Budget
	2022	2023	2023	2023 - 2024	2024	2024
Dépenses d'investissement (DI)	4 873 598,12	7 905 275,17	4 607 216,68	1 287 732,07	9 177 144,09	10 464 876,16
% évo DI	44,73%	-0,76%	-5,47%			49,28%
Remboursement en capital des emprunts	1 236 496,58	1 290 000,00	1 284 718,51	-	1 325 000,00	1 325 000,00
Opérations d'investissement	2 909 753,38	4 438 321,29	2 656 232,02	1 282 932,07	7 301 038,00	8 583 970,07
Portage foncier EPFL	63 820,58	91 200,00	75 620,58	4 800,00	72 400,00	77 200,00
Subvention versée - déductible loi SRU	84 000,00	80 000,00	70 000,00	-	103 000,00	103 000,00
Cautions TPE		1 000,00	600,00	-	1 000,00	1 000,00
Opération pour compte de tiers (CG PMMCU + régul.)	408 041,62	309 556,77	305 666,25	-	-	-
Opérations patrimoniale	147 957,60	207 160,00	205 166,90	-	211 000,00	211 000,00
Amortissement des subventions	23 528,36	26 000,00	9 212,42	-	9 500,00	9 500,00

L'achèvement des opérations 2023, l'inscription de l'extension des stades à Jo Maso, les aménagements en cœur de ville

Par la restitution de la compétence Voirie-EP-Propreté à compter du 1^{er} janvier 2023, la ville finance ses opérations VRD sur sa section d'investissement a contrario du mode de financement par les attributions de compensation. Ces dépenses seront éligibles à la récupération de la TVA.

La création du budget annexe des lotissements communaux « Les Tamaris – Les Vergers d'Hannibal » (budget HT) nécessite un montage financier avec le budget principal de la ville : les terrains seront cédés au budget annexe pour un montant de 643 000 euros (100 € par m² - cession sera budgétisée au chapitre 024 du budget communal). Une subvention d'équilibre sera inscrite au budget communal pour un montant de 924 700 euros. Ainsi, le coût final de l'opération de viabilisation de ces parcelles est estimé à 281 700 euros (924 700 – 643 000 = 281 700 euros).

Sur 6 376 000 euros d'opérations proposées en 2024 (hors subvention au budget annexe), 3 710 000 euros concernent l'opération d'extension des stades de Jo Maso et financée par le produit de cession du stade Jep Maso, 879 000 euros sont fléchés sur les opérations d'aménagement du centre ancien (Passage église, secteur de la révolution, maîtrise d'œuvre pour les places De Gaulle et Arago). Ces nouvelles opérations 2024 reflètent le souhait de la municipalité de redynamiser et requalifier le centre ancien de Saint-Laurent.

Situation financière et orientations budgétaires

Accusé de réception en préfecture
066-216601807-20240314-DELIB2024-11BIS-DE
Date de télétransmission : 19/03/2024
Date de réception en préfecture : 19/03/2024

Section d'investissement – zoom sur les opérations d'investissement

Section d'investissement	CA	Budget	CA	RAR	Inscriptions NMs	Propo. Budget
	2022	2023	2023	2023 - 2024	2024	2024
Opérations d'investissement	2 909 753,38	4 438 321,29	2 656 232,02	1 282 932,07	7 301 038,00	8 583 970,07
Travaux église communale	1 082 189,47	257 085,28	254 015,32	14 387,70	2 600,00	16 987,70
Restaurant scolaire E. Comelade	796 898,58	51 993,60	32 822,62	-	-	-
Réserves immobilières et foncières	41 040,78	637 032,00	273 966,76	359 527,57	65 500,00	425 027,57
Opération aménagement des dents creuses		-	-	9 360,00	924 700,00	934 060,00
Frais de documents d'urbanisme (PCS, Dicrim, arpent.)	8 896,80	36 795,20	11 044,75	-	13 000,00	13 000,00
Aménagements Urbains	-	271 012,00	62 855,67	30 000,00	879 300,00	909 300,00
Voirie réseaux divers	172 688,98	231 527,13	275 133,83	34 220,66	366 100,00	400 320,66
Programme VRD rue Barbès et place Lafayette		274 000,00	177 174,84			-
Programme VRD EP		310 000,00	148 808,42		218 500,00	218 500,00
Hôtel de ville - CCAS	236 994,95	33 771,80	25 784,90	-	24 780,00	24 780,00
Médiathèque Arthur Conte	1 440,00	21 500,00	-	19 797,97	3 000,00	22 797,97
Crèche municipale Le Petit Prince	5 392,18	48 727,06	36 368,63	1 302,00	81 250,00	82 552,00
Complexe Latécoère	11 822,60	15 000,00	5 964,00	-	10 000,00	10 000,00
Restauration et renovation école Joseph Cortada	16 020,00	1 225 372,00	623 380,00	616 561,54	-	616 561,54
Autres bâtiments communaux	116 504,88	288 423,36	254 508,05	44 319,07	94 950,00	139 269,07
Terrain stades Jo et Jep Maso	31 712,06	1 900,00	26 448,00	4 567,20	3 791 900,00	3 796 467,20
Cimetières	20 224,00	132 660,00	59 754,00	57 810,00	172 200,00	230 010,00
Aménagements de l'espace loisirs Agly et jeux enfants	53 624,78	37 489,88	33 056,16	-	27 500,00	27 500,00
Végétalisation de l'espace public	55 461,24	52 259,20	12 039,20	13 872,15	51 000,00	64 872,15
Finalisation des aménagements des bords d'étang		37 500,00	-	-	30 000,00	30 000,00
Jardins familiaux	3 520,19	1 500,00	-	327,36	4 000,00	4 327,36
Réhabilitation coopérative horticole (PIJ et espaces asso.)	-	15 000,00	-	-	11 000,00	11 000,00
Installation vidéo protection	864,00	156 285,61	135 106,61	11 044,23	69 808,00	80 852,23
Infrastructure numérique et matériel administratif	153 228,43	182 454,32	113 567,04	54 373,38	124 150,00	178 523,38
Dotation d'investissement pour les écoles	30 053,94	20 472,00	10 655,10	5 472,00	39 800,00	45 272,00
Matériel des services techniques	57 095,22	98 560,85	83 778,12	5 989,24	146 000,00	151 989,24
Matériel transport	14 080,30	-	-	-	100 000,00	100 000,00
Dépenses imprévues					50 000,00	50 000,00

Situation financière et orientations budgétaires

Accusé de réception en préfecture
066-216601807-20240314-DELIB2024-11BIS-DE
Date de télétransmission : 19/03/2024
Date de réception préfecture : 19/03/2024

Section d'investissement – zoom sur le budget annexe

Le budget annexe des lotissements communaux est présenté par une comptabilité de stock et est assujéti à la T.V.A.

LOTISSEMENT COMMUNAUX "LES TAMARIS - LES VERGERS D'HANNIBAL"									
BUDGET année 2024 en euros HT									
FONCTIONNEMENT									
DEPENSES					RECETTES				
article	budget	intitulé	observations	montant	article	budget	intitulé	observations	montant
605	011	travaux	Branchements, divers (rub 4, 5 marché) + alim eau + SIEDA	260 000,00	7015	70	vente terrains aménagés	vente parcelles	-
608	043	frais accessoires	panneau, insertions, ...	5 000,00	705	70	travaux		
608	011	frais accessoires	panneau, insertions, ...		7133	042	variation en cours de production	en fin d'année, reprend total chap. 60 (C 335)	924 700,00
6231	011	annonces et insertions		5 000,00					
6015	011	terrain à aménager	terrain acquis+frais	643 000,00	71355	042	variation terrains aménagés	intégration lots achevés (par D 3555)	
6045	011	études, prestations aménagés	géomètre, DDE (par C 3555)	16 700,00	791	043	transfert charges	transfert frais accessoires	5 000,00
					002	002	résultat fonct. reporté	excédent	
			TOTAL	929 700,00				TOTAL	929 700,00
INVESTISSEMENT									
DEPENSES					RECETTES				
1641	16	emprunt	remboursement capital	-	1641	16	emprunt en euros		-
					168741	16	avance commune	(cpte 2768 commune)	924 700,00
3351	040	travaux en cours	terrains)	643 000,00					
3354	040	travaux en cours	études, pr. serv) par	16 700,00					
3355	040	travaux en cours	travaux) C 7133	260 000,00					
33581	040	travaux en cours	frais accessoires)	5 000,00	001	001	résultat inv. reporté	excédent	-
001	001	résultat inv. reporté	déficit	-					
			TOTAL	924 700,00				TOTAL	924 700,00

Situation financière et orientations budgétaires

Section d'investissement – Recettes d'investissement

Section d'investissement	CA	Budget	CA	RAR	Inscriptions NMs	Propo. Budget
	2022	2023	2023	2023 - 2024	2024	2024
Recettes d'investissement (RI)	4 015 161,94	7 905 275,17	5 915 047,70	709 399,00	9 755 477,16	10 464 876,16
<i>% évo RI</i>	-2,17%		47,32%			0,00%
Tirage emprunts nouveaux	950 000,00	1 500 000,00	1 069 059,40	-	1 500 000,00	1 500 000,00
Réserves (affectation résultat)	924 529,19	1 896 911,13	1 896 911,13	-	732 539,16	732 539,16
FCTVA	328 583,55	450 000,00	436 640,46	-	270 000,00	270 000,00
Subventions d'investissement	125 490,29	1 257 030,11	793 974,46	475 976,00	369 377,05	845 353,05
Produits de cessions d'immobilisation	-	260 300,00	27 700,00	233 423,00	4 143 000,00	4 376 423,00
Opération pour compte de tiers (CG PMMCU + régul.)	617 505,22	337 724,77	333 834,25	-	-	-
040 - Amortissements des immos + provision	409 827,95	700 000,00	661 196,84	-	710 000,00	710 000,00
040 - Amort. pénalité renégo prêt structuré 2015	600 000,00	600 000,00	600 000,00	-	600 000,00	600 000,00
Opérations patrimoniale	59 225,74	97 630,00	95 731,16	-	111 000,00	111 000,00

Produits des cessions

Les nouvelles inscriptions budgétaires 2024 relatives aux produits des cessions sont composées de la vente du terrain Jep Maso (3 500 000 euros) et de la cession des terrains des lotissements communaux (643 000 euros).

Recours à l'emprunt de 2024

Pour équilibrer la section d'investissement, après la tenue du séminaire financier et des arbitrages qui ont été opérés, un emprunt de 1 500 000 euros est à inscrire en recettes d'investissement.

Cette inscription budgétaire peut se décomposer en trois parties :

- L'emprunt nécessaire au financement des aménagements du centre ancien et acquisitions foncières – Tirage estimé de 950 000 euros,
- L'emprunt nécessaire au financement des travaux de voirie - Tirage estimé de 350 000 euros,
- L'emprunt nécessaire au financement des travaux d'extension des éclairages LED – Tirage estimé de 200 000 euros.

Programmation des investissements

Projets « à solder »

Acquisitions foncières en centre ancien
Démolition des immeubles (passage de l'église depuis le rue Arago)
Rénovation énergétique de l'école Joseph Cortada
Extension de la technologie LED pour les équipements EP
Construction de 72 enfeus au nouveau cimetière
Travaux d'aménagement de France Services
Dernière phase de l'extension de la vidéoprotection

Projets « récurrents »

Investissements voiries et réseaux divers
Renouvellement flotte véhicules des Services Techniques
Acquisition de matériels spécifiques aux Ateliers
Modernisation de l'infrastructure réseau numérique
Entretien des Bâtiments communaux
Création et embellissement des espaces verts

Projets à engager

Renouvellement du parc d'éclairage public en LED
Travaux d'aménagement du passage de l'église depuis la rue Arago
Travaux de démolition et d'aménagement du secteur de la Révolution
Extension de la technologie LED pour les équipements EP
Construction de 72 enfeus supplémentaires au nouveau cimetière
Fourniture et installation de columbariums (x24) au nouveau cimetière
Travaux de viabilisation des lotissements communaux

Projets en phase d'étude

Redynamisation du cœur de ville dans le cadre de Petites Villes de Demain
Requalification et aménagement des places De Gaulle et Arago
Etude de faisabilité pour la réhabilitation de la jetée Latécoère
Autoconsommation des bâtiments publics

Annexes

Annexe 1 : soldes intermédiaires de gestion

Section de fonctionnement	C.A.	Budget	C.A.	Propo. B.P.	Taux	Taux
	2022	2023	2023	2024	C.A.	B.P.
Dépenses réelles de fonctionnement	10 638 307,50	9 916 025,00	9 259 487,89	10 106 038,98	-12,96%	1,92%
% évo. DRF	12,39%	-9,27%	-12,96%	1,92%		
Chapitre 011 : Charges à caractère général	2 684 206,89	2 686 240,00	2 254 939,98	2 634 886,29	-15,99%	-1,91%
Chapitre 012 : Frais de personnel	5 884 621,08	6 015 690,00	5 993 644,58	6 251 920,00	1,85%	3,93%
Chapitre 014 : Atténuation de produits	996 821,25	140 000,00	300,00	58 000,00	-99,97%	-58,57%
Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante	687 751,39	672 565,00	621 414,32	773 232,69	-9,65%	14,97%
Chapitre 66 : Charges financières	354 363,43	370 000,00	365 777,73	356 000,00	3,22%	-3,78%
Chapitre 67 : Charges exceptionnelles	30 543,46	31 530,00	23 411,28	32 000,00	-23,35%	1,49%
Chapitre 042 : Dépenses d'ordre fonctionnement	1 039 484,82	1 300 000,00	1 288 896,84	1 310 000,00	23,99%	0,77%
Chapitre 023 : Virement à la section d'invest.		805 679,16	0,00	1 319 560,95		63,78%
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	11 677 792,32	12 021 704,16	10 548 384,73	12 735 599,93	-9,67%	5,94%
Recettes réelles de fonctionnement	12 622 481,62	11 557 202,60	11 768 853,77	11 790 460,00	-6,76%	2,02%
% évo RRF	11,62%	-7,11%	-6,76%	2,02%		
Chapitre 013 : Atténuation de charges	239 511,57	150 000,00	212 620,66	150 000,00	-11,23%	0,00%
Chapitre 70 : Produits des services	1 374 431,29	468 140,00	500 359,99	499 780,00	-63,60%	6,76%
Chapitre 73 : Impôts et taxes	6 083 828,81	6 702 406,46	6 698 586,28	6 925 304,00	10,10%	3,33%
Chapitre 74 : Dotations et participations	3 523 951,19	3 470 745,00	3 550 017,67	3 541 716,00	0,74%	2,04%
Chapitre 042 : Travaux en régie	77 524,35	100 000,00	99 909,67	100 000,00	28,88%	0,00%
Chapitre 75 : Autres PGC	102 625,63	183 806,14	206 722,81	93 500,00	101,43%	-49,13%
Chapitre 76 : Produits financiers	471 208,05	471 208,00	471 218,76	471 208,00	0,00%	0,00%
Chapitre 77 : Produits exceptionnels (hors cessions)	749 400,73	0,00	347,00	0,00	-99,95%	
Chapitre 77 : Cessions d'immobilisation	25 080,00	0,00	27 700,00	0,00	10,45%	
Chapitre 78 : Reprise sur provision	0,00	10 897,00	1 370,93	8 952,00		-17,85%
Chapitre 042 : Recettes d'ordre fonctionnement	69 341,94	35 530,00	18 738,49	9 500,00	52,74%	-73,26%
002 : Excédent de fonctionnement reporté	0,00	428 971,56	0,00	935 639,93	0,00%	118,11%
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	12 716 903,56	12 021 704,16	11 787 592,26	12 735 599,93	-7,31%	5,94%
Epargne Brute	1 984 174,12	1 641 177,60	2 509 365,88	1 684 421,02	26,47%	2,63%
Taux d'épargne brute (/RRF limite <= 10%)	15,72%	14,20%	21,32%	14,29%		
Remboursement en capital de la dette	1 236 496,58	1 290 000,00	1 284 718,51	1 325 000,00	3,90%	2,71%
Epargne nette / C.A.F. nette	747 677,54	351 177,60	1 224 647,37	359 421,02	63,79%	2,35%

Annexes

Annexe 2 : détail des dépenses de fonctionnement

Section de fonctionnement	C.A.	C.A.	Budget	C.A.	Propo. B.P.	Taux	Taux
	2021	2022	2023	2023	2024	C.A.	B.P.
Dépenses réelles de fonctionnement	9 465 343,01	10 638 307,50	9 916 025,00	9 259 487,89	10 106 038,98	-12,96%	1,92%
% évo. DRF	2,69%	12,39%	-9,27%	-12,96%	1,92%		
Chapitre 011 : Charges à caractère général	2 028 580,37	2 684 206,89	2 686 240,00	2 254 939,98	2 634 886,29	-15,99%	-1,91%
<i>Energies et conso d'eau</i>	533 735,25	1 007 326,81	787 710,00	527 825,21	629 781,29	-47,60%	-20,05%
<i>Fournitures de petits équipements (W en régie)</i>	153 922,68	257 261,25	245 050,00	215 594,57	249 550,00	-16,20%	1,84%
<i>Entretiens (bâtiments, voiries, réseaux)</i>	154 931,47	43 610,60	57 000,00	60 272,51	62 000,00	38,21%	8,77%
<i>Entretien matériel roulant</i>	131 024,00	63 325,25	74 950,00	65 069,68	70 750,00	2,75%	-5,60%
<i>Autres fournitures</i>	259 744,79	227 168,14	236 225,00	189 501,79	237 595,00	-16,58%	0,58%
<i>Locations - crédit bail</i>	71 448,66	71 282,27	130 785,00	128 362,96	81 715,00	80,08%	-37,52%
<i>Maintenances</i>	177 822,67	145 303,86	188 205,00	175 674,33	212 430,00	20,90%	12,87%
<i>Assurances</i>	41 585,66	159 199,26	167 410,00	173 411,95	200 180,00	8,93%	19,57%
<i>Fêtes et cérémonies + réceptions</i>	98 320,98	293 067,04	325 695,00	332 371,05	342 570,00	13,41%	5,18%
<i>Prestataires, sorties et transports</i>	141 729,47	104 383,38	133 065,00	124 764,78	160 115,00	19,53%	20,33%
<i>Frais de télécommunication</i>	51 010,13	43 555,96	44 700,00	39 597,15	45 700,00	-9,09%	2,24%
<i>Autres CCG</i>	213 304,61	268 723,07	295 445,00	222 494,00	342 500,00	-17,20%	15,93%
Chapitre 012 : Frais de personnel	5 510 167,19	5 884 621,08	6 015 690,00	5 993 644,58	6 251 920,00	1,85%	3,93%
<i>Charges de personnel</i>	5 369 225,29	5 735 842,49	5 870 690,00	5 821 421,30	6 091 920,00	1,49%	3,77%
<i>Assurance risques statutaires</i>	140 941,90	148 778,59	145 000,00	172 223,28	160 000,00	15,76%	10,34%
Chapitre 014 : Atténuation de produits	978 795,68	996 821,25	140 000,00	300,00	58 000,00	-99,97%	-58,57%
<i>Prélèvements 'SRU'</i>	142 386,68	134 423,25	140 000,00	0,00	56 000,00	-100,00%	-60,00%
<i>Dégrèvement de fiscalité (jeunes agriculteurs)</i>	0,00	0,00	0,00	300,00	2 000,00		
<i>Attributions de comp. PMMCU</i>	836 409,00	862 398,00	0,00	0,00	0,00	-100,00%	
Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante	581 038,50	687 751,39	672 565,00	621 414,32	773 232,69	-9,65%	14,97%
<i>Cotisations et participations</i>	190 480,20	189 060,81	193 350,00	193 839,75	197 750,00	2,53%	2,28%
<i>Subventions aux assoc.</i>	88 888,96	119 700,00	120 000,00	106 936,00	120 000,00	-10,66%	0,00%
<i>Participation DSP ALSH</i>	157 967,20	227 939,18	234 000,00	220 116,28	262 410,00	-3,43%	12,14%
<i>Participation CCAS</i>	90 000,00	73 000,00	70 000,00	70 000,00	94 572,69	-4,11%	35,10%
<i>Participation SIS</i>	41 412,00	40 692,00	500,00	0,00	41 000,00	-100,00%	8100,00%
<i>Créances admises en non valeur et éteintes</i>	0,00	9 932,64	42 215,00	18 620,68	30 000,00	87,47%	-28,94%
<i>Autres CGC (Instruct. Barcares + dossier AT)</i>	12 290,14	27 426,76	12 500,00	11 901,61	27 500,00	-56,61%	120,00%
Chapitre 66 : Charges financières	329 540,58	354 363,43	370 000,00	365 777,73	356 000,00	3,22%	-3,78%
Chapitre 67 : Charges exceptionnelles	37 220,69	30 543,46	31 530,00	23 411,28	32 000,00	-23,35%	1,49%

Annexes

Annexe 3 : détail des recettes de fonctionnement

Section de fonctionnement	C.A.	C.A.	Budget	C.A.	Propo. B.P.	Taux	Taux
	2021	2022	2023	2023	2024	C.A.	B.P.
Recettes réelles de fonctionnement	11 308 736,97	12 622 481,62	11 557 202,60	11 768 853,77	11 790 460,00	-6,76%	2,02%
% évo RRF	-0,42%	11,62%	-7,11%	-6,76%	2,02%		
Chapitre 013 : Atténuation de charges	130 451,54	239 511,57	150 000,00	212 620,66	150 000,00	-11,23%	0,00%
Chapitre 70 : Produits des services	1 347 696,49	1 374 431,29	468 140,00	500 359,99	499 780,00	-63,60%	6,76%
<i>Convention de gestion fonctionnement P2M</i>	<i>1 054 989,07</i>	<i>1 108 140,81</i>	<i>193 140,00</i>	<i>195 159,60</i>	<i>230 780,00</i>	-82,39%	19,49%
<i>Participations (perisco + social + culture + sports)</i>	<i>184 209,06</i>	<i>189 151,39</i>	<i>195 000,00</i>	<i>209 691,88</i>	<i>192 000,00</i>	10,86%	-1,54%
<i>Autres Produits des services</i>	<i>108 498,36</i>	<i>77 139,09</i>	<i>80 000,00</i>	<i>95 508,51</i>	<i>77 000,00</i>	23,81%	-3,75%
Chapitre 73 : Impôts et taxes	5 828 179,52	6 083 828,81	6 702 406,46	6 698 586,28	6 925 304,00	10,10%	3,33%
<i>Contributions directes</i>	<i>4 714 683,00</i>	<i>4 962 206,01</i>	<i>5 306 105,00</i>	<i>5 343 678,00</i>	<i>5 552 000,00</i>	7,69%	4,63%
<i>Attributions de comp. PMMCU</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>344 000,00</i>	<i>278 192,04</i>	<i>278 192,00</i>		-19,13%
<i>Droits d'enregistrement et taxe pub. fonc.</i>	<i>536 678,29</i>	<i>559 040,76</i>	<i>462 000,00</i>	<i>428 175,02</i>	<i>452 400,00</i>	-23,41%	-2,08%
<i>Droits de places</i>	<i>68 250,80</i>	<i>62 296,00</i>	<i>75 000,00</i>	<i>72 565,00</i>	<i>75 000,00</i>	16,48%	0,00%
<i>Autres impôts et taxes</i>	<i>508 567,43</i>	<i>500 286,04</i>	<i>515 301,46</i>	<i>575 976,22</i>	<i>567 712,00</i>	15,13%	10,17%
Chapitre 74 : Dotations et participations	3 349 699,68	3 523 951,19	3 470 745,00	3 550 017,67	3 541 716,00	0,74%	2,04%
<i>Concours financiers de l'Etat</i>	<i>2 565 538,84</i>	<i>2 575 413,65</i>	<i>2 553 942,00</i>	<i>2 536 846,84</i>	<i>2 534 538,00</i>	-1,50%	-0,76%
<i>Participations structures enfances (CAF + MSA + ASP + Cnes)</i>	<i>658 925,58</i>	<i>748 883,10</i>	<i>747 840,00</i>	<i>812 835,83</i>	<i>785 840,00</i>	8,54%	5,08%
<i>Convention pluvial + musique + encombrants P2M</i>	<i>79 429,26</i>	<i>115 858,40</i>	<i>115 850,00</i>	<i>123 320,72</i>	<i>136 193,00</i>	6,44%	17,56%
<i>Autres participations</i>	<i>45 806,00</i>	<i>83 796,04</i>	<i>53 113,00</i>	<i>77 014,28</i>	<i>85 145,00</i>	-8,09%	60,31%
Chapitre 042 : Travaux en régie	58 602,67	77 524,35	100 000,00	99 909,67	100 000,00	28,88%	0,00%
Chapitre 75 : Autres PGC	74 501,72	102 625,63	183 806,14	206 722,81	93 500,00	101,43%	-49,13%
Chapitre 76 : Produits financiers	471 208,05	471 208,05	471 208,00	471 218,76	471 208,00	0,00%	0,00%
Chapitre 77 : Produits exceptionnels (hors cessions)	48 397,30	749 400,73	0,00	347,00	0,00	-99,95%	
Chapitre 77 : Cessions d'immobilisation	2 701,00	25 080,00	0,00	27 700,00	0,00	10,45%	
Chapitre 78 : Reprise sur provision	0,00	0,00	10 897,00	1 370,93	8 952,00		-17,85%

Annexes



Annexe 4 : portage foncier de la ville réalisé par l'EPFL

Projet / nom de l'opération	Ref cadastrales	Type de durée	Durée de portage en années	Date Acte d'acquisition	Durée restante en années	ETAT DOSSIER	PROPRIETAIRE	Taux N+1 HT	Valeur d'Achat	Annuité	CAPITAL RESTANT DU	*FDP N+1 TTC*	Rétrocession	*Total à payer N+1 TTC*
Logements sociaux	AW n°252	In fine	5	25/07/2019	1	A RETROCEDER CETTE ANNEE	Epoux SKEW	0,50%	69 000,00 €	0,00 €	69 000,00 €	414,00 €	69 000,00 €	69 414,00 €
Réhabilitation centre ancien	AV n°442	In fine	10	25/08/2014	1	A RETROCEDER CETTE ANNEE	Epoux CASTANO-HERNANDEZ	0,50%	183 000,00 €	18 300,00 €	109 800,00 €	658,80 €	91 500,00 €	110 458,80 €
Réhabilitation du centre-ville avec création aire de stationnement	AV n°622	50% In fine / 50% par annuité constante	10	28/02/2019	6	EN PORTAGE	Epoux PREGONES	0,50%	20 000,00 €	1 000,00 €	16 000,00 €	96,00 €	0,00 €	1 096,00 €
Réhabilitation du centre-ville avec création aire de stationnement	AV n°618	50% In fine / 50% par annuité constante	10	29/05/2019	6	EN PORTAGE	Consorts INOCENTES	0,50%	17 000,00 €	850,00 €	13 600,00 €	81,60 €	0,00 €	931,60 €
Réserve foncière	AV 607, 608 et 621	50% In fine / 50% par annuité constante	10	29/11/2018	5	EN PORTAGE	Consorts GOT	0,50%	100 000,00 €	5 000,00 €	75 000,00 €	450,00 €	0,00 €	5 450,00 €
Réserve foncière	BR 45, 55 et BS 87	In fine	10	14/04/2014	1	EN COURS DE RETROCESSION	CUADRAS	0,50%	32 305,76 €	0,00 €	19 383,46 €	116,30 €	19 383,44 €	19 499,74 €
Réserve foncière	AE 35	In fine	10	05/05/2015	2	EN PORTAGE	Consorts MARC-VILLACEQUE	0,50%	34 650,00 €	3 465,00 €	24 255,00 €	145,53 €	0,00 €	3 610,53 €
Réserve foncière pour réhabilitation du centre-	AT 208	50% In fine / 50% par annuité constante	10	05/11/2018	5	EN PORTAGE	SCI BLANQUER	0,50%	110 000,00 €	5 500,00 €	82 500,00 €	495,00 €	0,00 €	5 995,00 €
STATIONNEMENT	AV 364	In fine	10	06/12/2013	0	EN COURS DE RETROCESSION	DURAND-DOLCERROCA	0,50%	95 000,00 €	0,00 €	57 000,00 €	342,00 €	57 000,00 €	57 342,00 €
Réserve foncière pour réhabilitation du centre-	AV 64 et 65	50% In fine / 50% par annuité constante	10	06/12/2019	6	EN PORTAGE	Consorts BLANQUER	0,50%	96 000,00 €	4 800,00 €	76 800,00 €	460,80 €	0,00 €	5 260,80 €
Aire de stationnement	AV n°623	Par annuités constantes	15	15/05/2020	12	EN PORTAGE	FERNANDEZ EPOUSE PREGONES	0,50%	60 000,00 €	4 000,00 €	48 000,00 €	288,00 €	0,00 €	4 288,00 €
	AV n°619	50% In fine / 50% par annuité constante	10	15/01/2020	7	EN PORTAGE	Consorts SANMARTIN	0,50%	30 000,00 €	1 500,00 €	25 500,00 €	153,00 €	0,00 €	1 653,00 €
Revitalisation centre ancien et aire de stationnement	AW N°256	50% In fine / 50% par annuité constante	10	31/07/2020	7	EN PORTAGE	Mme FOURCADE	0,50%	54 500,00 €	2 725,00 €	46 325,00 €	277,95 €	0,00 €	3 002,95 €
Création point d'apport volontaire de collecte des déchets	AW n°249	50% In fine / 50% par annuité constante	10	21/07/2022	9	EN PORTAGE	Cts GORCE	0,50%	50 000,00 €	2 500,00 €	47 500,00 €	285,00 €	0,00 €	2 785,00 €
Démolition pour réaménagement	AV n°565	50% In fine / 50% par annuité constante	10	21/07/2022	9	EN PORTAGE	M. GARCEAU	0,50%	160 000,00 €	8 000,00 €	152 000,00 €	912,00 €	0,00 €	8 912,00 €
Création d'une aire de stationnement	AV n°568	50% In fine / 50% par annuité constante	10	10/01/2022	9	EN PORTAGE	SCI SYMAME	0,50%	120 000,00 €	6 000,00 €	114 000,00 €	684,00 €	0,00 €	6 684,00 €
Revitalisation centre ancien et aire de stationnement	AV n°603	50% In fine / 50% par annuité constante	10	30/07/2021	8	EN PORTAGE	GOUGNOT	0,50%	50 000,00 €	2 500,00 €	45 000,00 €	270,00 €	0,00 €	2 770,00 €
Aire de stationnement	AW n°253 et 254	50% In fine / 50% par annuité constante	10	09/04/2021	8	EN PORTAGE	PAJNIC	0,50%	125 000,00 €	6 250,00 €	112 500,00 €	675,00 €	0,00 €	6 925,00 €
Espace public	AV n°455	In fine	5	27/03/2023	5	EN PORTAGE	MOLINA	0,50%	70 000,00 €	0,00 €	70 000,00 €	420,00 €	0,00 €	420,00 €
Total général									1 476 455,76 €	72 390,00 €	1 204 163,46 €	7 224,98 €	236 883,44 €	316 498,42 €

Annexes

Annexe 5 : engagements hors bilan - dette garantie par la collectivité

Référence	Bénéficiaire	Date de début	Date de fin	Pourcentage garanti	CRD garanti	Montant initial garanti du contrat	Indexation	Contrepartie	Intérêts garantis sur l'année	Amortissements garantis sur l'année	Montant garanti sur l'année
1160302 - P01 - Pret locatif a usage social	FDI Habitat	23/04/2010	01/02/2051	100,00%	887 770,67 €	1 142 779,00 €	Livret A + 0,60%	Caisse des Dépôts et Consignations	31 959,74 €	9 652,95 €	41 612,69 €
1160305 - P01 - Pret locatif a usage social	FDI Habitat	23/04/2010	01/02/2061	100,00%	199 211,97 €	236 731,00 €	Livret A + 0,60%	Caisse des Dépôts et Consignations	7 171,63 €	300,28 €	7 471,91 €
1160307 - P02 - Pret locatif aide d'integration	FDI Habitat	23/04/2010	01/02/2051	100,00%	251 636,84 €	337 563,00 €	Livret A - 0,20%	Caisse des Dépôts et Consignations	7 045,83 €	3 554,14 €	10 599,97 €
1160310 - P02 - Pret locatif aide d'integration	FDI Habitat	23/04/2010	01/02/2061	100,00%	56 560,79 €	69 925,00 €	Livret A - 0,20%	Caisse des Dépôts et Consignations	1 583,70 €	260,47 €	1 844,17 €
1160868 - P01 - Pret locatif a usage social	FDI Habitat	23/04/2010	01/11/2050	100,00%	1 101 302,65 €	1 445 230,00 €	Livret A + 0,60%	Caisse des Dépôts et Consignations	39 646,90 €	13 438,91 €	53 085,81 €
1160871 - P01 - Pret locatif a usage social	FDI Habitat	23/04/2010	01/11/2060	100,00%	211 295,72 €	253 560,00 €	Livret A + 0,60%	Caisse des Dépôts et Consignations	7 606,65 €	466,83 €	8 073,48 €
1161041 - P02 - Pret locatif aide d'integration	FDI Habitat	23/04/2010	01/11/2050	100,00%	283 781,88 €	389 430,00 €	Livret A - 0,20%	Caisse des Dépôts et Consignations	7 945,89 €	4 389,41 €	12 335,30 €
1161043 - P02 - Pret locatif aide d'integration	FDI Habitat	23/04/2010	01/11/2060	100,00%	54 552,59 €	68 330,00 €	Livret A - 0,20%	Caisse des Dépôts et Consignations	1 527,47 €	290,40 €	1 817,87 €
1176443 - P01 - Pret locatif a usage social	H.L.M Pyrénées Orientales	31/03/2011	01/04/2052	40,00%	114 282,17 €	145 166,86 €	Livret A + 0,60%	Caisse des Dépôts et Consignations	4 114,16 €	1 432,09 €	5 546,25 €
1176444 - P01 - Pret locatif a usage social	H.L.M Pyrénées Orientales	31/03/2011	01/04/2062	40,00%	75 505,60 €	89 355,70 €	Livret A + 0,60%	Caisse des Dépôts et Consignations	2 718,20 €	296,22 €	3 014,42 €
1176445 - P02 - Pret locatif aide d'integration	H.L.M Pyrénées Orientales	31/03/2011	01/04/2052	40,00%	32 552,43 €	42 930,86 €	Livret A - 0,20%	Caisse des Dépôts et Consignations	911,47 €	507,94 €	1 419,41 €
1176448 - P02 - Pret locatif aide d'integration	H.L.M Pyrénées Orientales	31/03/2011	01/04/2062	40,00%	21 998,30 €	26 984,92 €	Livret A - 0,20%	Caisse des Dépôts et Consignations	615,95 €	149,20 €	765,15 €
1186116 - P01 - Pret locatif a usage social	H.L.M Pyrénées Orientales	11/03/2011	01/04/2052	40,00%	443 212,02 €	563 891,67 €	Livret A + 0,60%	Caisse des Dépôts et Consignations	15 955,63 €	6 209,37 €	22 165,00 €
1186117 - P01 - Pret locatif a usage social	H.L.M Pyrénées Orientales	11/03/2011	01/04/2062	40,00%	134 953,68 €	159 978,41 €	Livret A + 0,60%	Caisse des Dépôts et Consignations	4 858,33 €	743,21 €	5 601,54 €
1186118 - P02 - Pret locatif aide d'integration	H.L.M Pyrénées Orientales	11/03/2011	01/04/2052	40,00%	181 861,38 €	240 201,59 €	Livret A - 0,20%	Caisse des Dépôts et Consignations	5 092,12 €	3 092,10 €	8 184,22 €
1186120 - P02 - Pret locatif aide d'integration	H.L.M Pyrénées Orientales	11/03/2011	01/04/2062	40,00%	54 883,79 €	67 429,97 €	Livret A - 0,20%	Caisse des Dépôts et Consignations	1 536,75 €	453,29 €	1 990,04 €
1243665 - P01 - Pret locatif a usage social	Trois Moulins Habitat	06/05/2013	01/09/2053	100,00%	468 569,08 €	581 275,00 €	Livret A + 0,60%	Caisse des Dépôts et Consignations	16 868,49 €	3 951,42 €	20 819,91 €
1243666 - P01 - Pret locatif a usage social	Trois Moulins Habitat	06/05/2013	01/09/2063	100,00%	70 983,83 €	82 693,00 €	Livret A + 0,60%	Caisse des Dépôts et Consignations	2 555,42 €	11,13 €	2 566,55 €
1243667 - P02 - Pret locatif aide d'integration	Trois Moulins Habitat	06/05/2013	01/09/2053	100,00%	207 504,64 €	266 554,00 €	Livret A - 0,20%	Caisse des Dépôts et Consignations	5 810,13 €	2 423,57 €	8 233,70 €
1243668 - P02 - Pret locatif aide d'integration	Trois Moulins Habitat	06/05/2013	01/09/2063	100,00%	31 475,94 €	37 920,00 €	Livret A - 0,20%	Caisse des Dépôts et Consignations	881,33 €	102,25 €	983,58 €
5316574 - P26 - Prêt Booster	Trois Moulins Habitat	22/07/2020	01/08/2080	50,00%	135 000,00 €	135 000,00 €	Taux fixe à 0,99%	Caisse des Dépôts et Consignations	1 336,50 €	0,00 €	1 336,50 €
5316575 - P01 - Pret locatif a usage social	Trois Moulins Habitat	22/07/2020	01/08/2080	50,00%	149 251,63 €	150 477,00 €	Livret A + 0,39%	Caisse des Dépôts et Consignations	5 059,63 €	889,58 €	5 949,21 €
5316576 - P02 - Pret locatif aide d'integration	Trois Moulins Habitat	22/07/2020	01/08/2060	50,00%	153 163,66 €	155 598,00 €	Livret A - 0,20%	Caisse des Dépôts et Consignations	4 288,58 €	1 923,44 €	6 212,02 €
5316577 - P01 - Pret locatif a usage social	Trois Moulins Habitat	22/07/2020	01/08/2060	50,00%	440 840,26 €	446 458,50 €	Livret A + 0,60%	Caisse des Dépôts et Consignations	15 870,25 €	4 374,63 €	20 244,88 €
5316578 - P02 - Pret locatif aide d'integration	Trois Moulins Habitat	22/07/2020	01/08/2080	50,00%	52 016,44 €	52 443,50 €	Livret A + 0,39%	Caisse des Dépôts et Consignations	1 763,36 €	310,03 €	2 073,39 €
5442347 - P02 - Pret locatif aide d'integration	Trois Moulins Habitat	31/08/2021	01/09/2041	50,00%	32 748,50 €	32 748,50 €	Livret A - 0,20%	Caisse des Dépôts et Consignations	916,96 €	1 334,45 €	2 251,41 €
5442348 - P02 - Pret locatif aide d'integration	Trois Moulins Habitat	31/08/2021	01/09/2041	50,00%	18 982,50 €	18 982,50 €	Livret A - 0,20%	Caisse des Dépôts et Consignations	531,51 €	773,51 €	1 305,02 €
5442349 - P01 - Pret locatif a usage social	Trois Moulins Habitat	31/08/2021	01/09/2041	50,00%	52 700,00 €	52 700,00 €	Livret A + 0,60%	Caisse des Dépôts et Consignations	1 897,20 €	1 981,30 €	3 878,50 €
5442350 - P01 - Pret locatif a usage social	Trois Moulins Habitat	31/08/2021	01/09/2041	50,00%	28 964,50 €	28 964,50 €	Livret A + 0,60%	Caisse des Dépôts et Consignations	1 042,72 €	1 088,95 €	2 131,67 €
7.707.882.A	Roussillon Habitat	01/10/2013	01/10/2053	40,00%	115 729,48 €	154 306,00 €	Livret A + 1,11%, flooré à 1,61%	Crédit Foncier	4 756,48 €	3 857,65 €	8 614,13 €
7.708.113.G	Roussillon Habitat	01/10/2013	01/10/2063	40,00%	40 716,80 €	50 896,00 €	Livret A + 1,11%, flooré à 1,61%	Crédit Foncier	1 673,46 €	1 017,92 €	2 691,38 €
						6 104 009,74	7 526 504,49		205 542,44	69 276,61	274 819,04

Annexes

Annexe 6 : données fiscales 2021 - 2022 du territoire

Voisins données 2021	Taux TFB	Pop	Epargne b. k€	Eparg / Pop	Encours de dette k€	CRD / Pop	Voisins données 2022	Taux TFB	Pop	Epargne b. k€	Eparg / Pop	Encours de dette k€	CRD / Pop
Perpignan	47,15	120 606	35 466	294	201 791	1 673	Perpignan	47,15	120 771	35 345	293	198 580	1 644
Canet-en-Roussillon	39,31	12 436	2 948	237	19 978	1 606	Canet-en-Roussillon	39,31	12 535	3 347	267	18 672	1 490
Saint-Estève	39,20	11 858	1 897	160	6 134	517	Saint-Estève	39,20	11 879	1 894	159	7 405	623
Saint-Cyprien	43,52	10 989	6 388	581	30 596	2 784	Saint-Cyprien	43,52	11 190	6 342	567	29 256	2 614
Argelès-sur-mer	38,51	10 623	4 758	448	14 623	1 377	Argelès-sur-mer	39,28	10 508	3 993	380	20 647	1 965
Cabestany	40,22	10 439	2 573	246	6 823	654	Cabestany	40,94	10 507	1 780	169	5 939	565
Saint-Laurent de la Salanque	43,04	10 261	1 843	180	9 715	947	Saint-Laurent de la Salanque	43,90	10 173	1 984	195	9 137	898
Elne	42,15	9 217	995	108	13 416	1 456	Elne	44,26	9 364	1 992	213	12 754	1 362
Rivesaltes	37,01	8 900	425	48	5 853	658	Rivesaltes	37,01	9 030	357	40	7 238	802
Thuir	37,92	7 925	2 232	282	1 134	143	Thuir	37,92	8 059	2 234	277	872	108
Le Soler	42,07	7 868	1 215	154	8 856	1 126	Le Soler	42,07	7 867	2 058	262	8 160	1 037
Bompas	45,86	7 413	1 354	183	4 805	648	Bompas	45,86	7 531	1 862	247	4 390	583
Toulouges	42,93	7 157	402	56	4 541	634	Toulouges	42,93	7 316	460	63	3 674	502
Prades	46,07	6 402	1 609	251	6 538	1 021	Canohès	45,03	6 459	1 321	205	7 205	1 115
Canohès	45,03	6 311	1 648	261	7 842	1 243	Prades	46,07	6 367	2 057	323	5 885	924
Le Barcarès	46,41	5 925	8 232	1 389	28 525	4 814	Le Barcarès	46,41	5 811	7 062	1 215	28 615	4 924
Ille-sur-Têt	44,02	5 498	1 742	317	2 542	462	Saleilles	42,84	5 669	976	172	2 463	434
Saleilles	42,84	5 493	873	159	2 645	482	Ille-sur-Têt	44,02	5 576	1 913	343	2 125	381
Pollestres	42,90	5 048	1 598	317	10 307	2 042	Pollestres	42,90	5 314	699	132	9 826	1 849
Sainte-Marie la mer	40,07	4 859	604	124	3 487	718	Sainte-Marie la mer	41,80	4 883	823	169	4 182	856
Millas	42,80	4 340	669	154	10 229	2 357	Claira	45,00	4 524	431	95	2 064	456
Claira	38,31	4 302	211	49	2 313	538	Millas	42,80	4 333	987	228	9 619	2 220
Villeneuve de la Raho	42,35	3 980	643	162	4 998	1 256	Villeneuve de la Raho	42,35	4 044	741	183	4 673	1 156
Torreilles	41,99	3 893	447	115	2 886	741	Torreilles	41,99	3 907	424	109	2 972	761
Villelongue de la Salanque	43,60	3 286	174	53	501	152	Villelongue de la Salanque	43,60	3 284	115	35	866	264
Saint-Hippolyte	45,50	3 161	610	193	3 123	988	Saint-Hippolyte	45,50	3 229	651	202	2 919	904
Estagel	43,76	2 064	760	368	1 098	532	Estagel	43,76	2 067	676	327	1 019	493
moyenne 2021	42,39			255,15		1 169,19	moyenne 2022	42,87			254,38		1 145,64

En 2023, le taux moyen TFPB des communes du Département s'élève à 45,11%

Annexes

Annexe 7 : données utiles 1

Comptes 2022 des communes appartenant à un groupement fiscalisé (FPU)

(Euros par habitant)	3 500 à 5 000 habitants	5 000 à 10 000 habitants	10 000 à 20 000 habitants	20 000 à 50 000 habitants	50 000 à 100 000 habitants	Plus de 100 000 habitants
OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT						
Total des produits de fonctionnement (A)	1 137	1 246	1 410	1 584	1 730	1 477
Impôts locaux	479	528	597	700	734	726
Autres impôts & taxes	87	114	132	127	142	120
Dotations globales de fonctionnement	150	154	176	200	217	215
FCTVA	2	2	2	2	2	1
Produits des services et du domaine	88	90	95	109	116	109
Total des charges de fonctionnement (B)	996	1 104	1 213	1 459	1 587	1 348
Charges de personnel	489	582	700	806	870	718
Achats et charges externes	271	281	296	315	305	261
Charges financières	17	18	18	22	30	21
Contingents	29	28	33	59	92	39
Subventions versées	51	66	91	107	133	158
Résultat comptable (A-B)	142	143	133	125	143	129
ELEMENTS DE FISCALITE						
Produit taxe d'habitation (résidences secondaires et logements vacants)	33	25	27	26	34	27
Produit foncier bâti (avant application du coefficient correcteur)	468	509	557	595	595	593
Produit foncier non bâti	14	10	6	3	3	1
ENDETTEMENT						
Encours total de la dette au 31/12/N	726	780	800	995	1 330	1096
Annuité de la dette	90	97	104	120	161	127
FONDS DE ROULEMENT	453	418	354	265	210	133
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT						
Total des ressources d'investissement (C)	479	481	480	510	569	456
Emprunts bancaires et dettes assimilées	88	89	86	104	125	111
Subventions reçues	83	77	80	75	71	38
FCTVA	43	41	42	43	42	32
Total des emplois d'investissement (D)	459	462	484	510	599	459
Dépenses d'équipement	359	353	361	364	413	292
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	75	80	88	99	135	109
Charges à répartir	1	0	0	0	0	0
Besoin / Capacité de financement de la section investissement (D-C)	-20	-19	4	0	29	3
AUTOFINANCEMENT						
Excédent brut de fonctionnement	211	215	206	210	239	218
Capacité d'autofinancement = CAF	201	203	194	192	219	198
CAF nette du remboursement en capital des emprunts	126	122	106	92	84	89

Annexes

Annexe 8 : données utiles 2

Calendrier budgétaire 2024



31 décembre 2023

Clôture de l'exercice budgétaire 2022
Date limite d'adoption des décisions modificatives relatives à l'exercice N-1
(art. L.1612-11 du CGCT)

21 janvier 2024

Date limite pour l'ajustement des crédits de fonctionnement pour régler les dépenses engagées avant le 31 décembre N-1 et inscrire les crédits nécessaires à la réalisation des opérations d'ordre entre les deux sections du budget précédent (art. L.1612-11 du CGCT)

31 janvier 2024

Date limite de mandatement et d'émission des titres de recettes pour les dépenses et les recettes de la section de fonctionnement et les opérations d'ordre budgétaire au titre de N-1 (journée complémentaire)

15 avril 2024

Date limite de vote du budget primitif après organisation d'un débat d'orientation budgétaire dans les 2 mois précédents (art. L.1612-2 du CGCT) (10 semaines pour les régions). Dans le cas où toutes les informations indispensables au vote du budget primitif ne sont pas fournies, un délai de 15 jours supplémentaires à compter de la diffusion de ces informations est accordé (art. L.1612-2 du CGCT)

1^{er} mai 2024

Date limite de transmission par le receveur municipal du compte de gestion N-1 au conseil municipal pour les communes dont le budget N-1 a été réglé et rendu exécutoire par le préfet suite à un vote initial en déséquilibre (art. L.1612-9 du CGCT)

15 juin 2024

Date limite d'adoption des comptes administratifs et budgets primitifs pour les collectivités dont le budget N-1 a été réglé et rendu exécutoire par le préfet en cas de renouvellement des organes délibérants

30 juin 2024

Date limite de vote du compte administratif N-1 (art. L.1612-12 du CGCT)

15 juillet 2024

Date limite de transmission du compte administratif N-1 au préfet (art. L.1612-13 du CGCT)

31 décembre 2024

Clôture de l'exercice budgétaire 2023